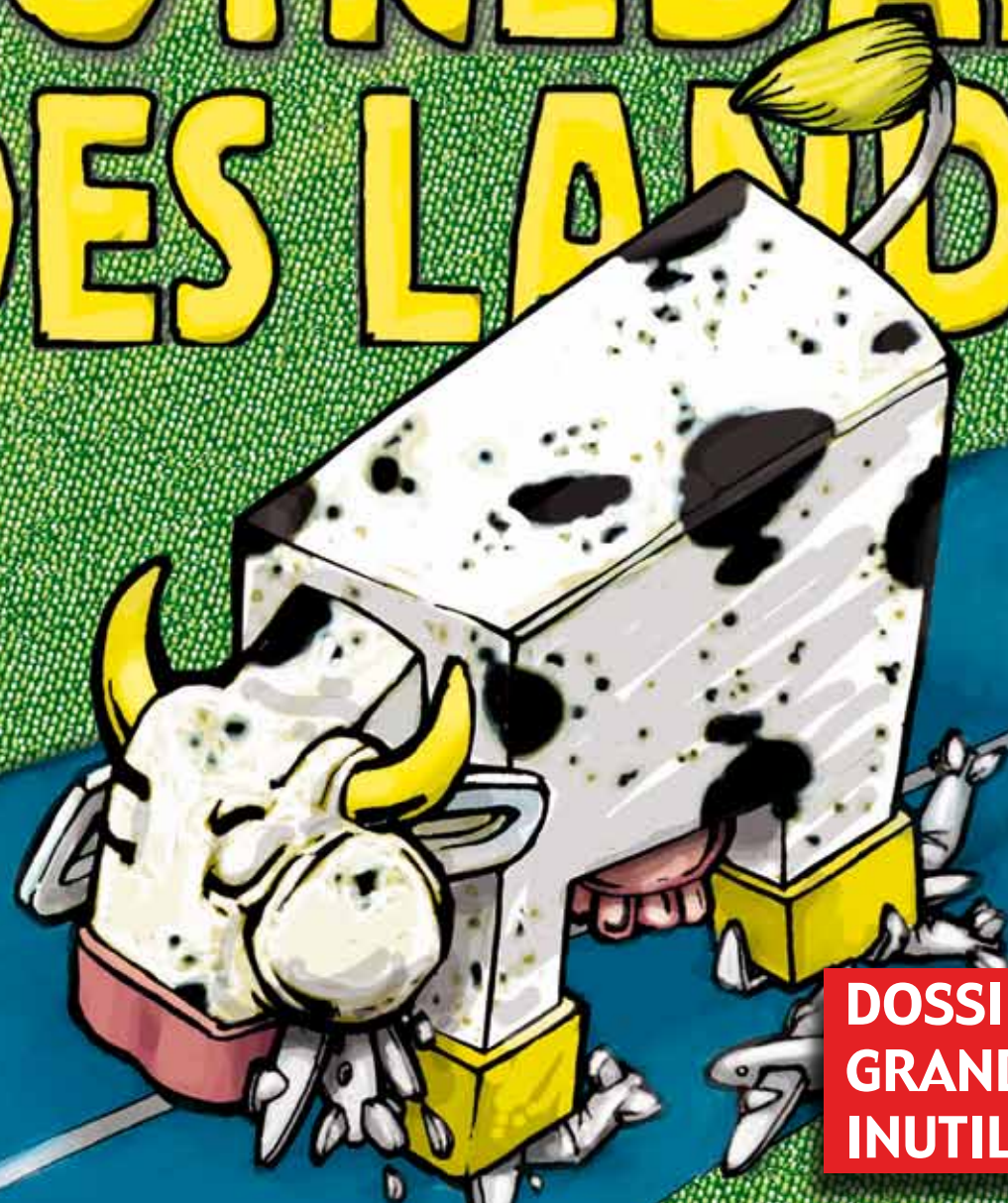


n°375 Février 2014 2€50

# Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

# GARDAREM NOTRE-DAME DES LANDES



**DOSSIER:  
GRANDS TRAVAUX  
INUTILES**

## Notre Dame des Landes : imposer au gouvernement une nouvelle reculade. A gauche cette fois !

« Difficile de parler d'autre chose que d'une reculade ». Le constat était unanime, au lendemain des manifestations obscurantistes et réactionnaires de Paris et Lyon – accompagnées par nombre de hiérarques religieux dont l'odieux cardinal de Lyon Barbarin qui a osé parler de ce projet de loi comme d'une « porte ouverte à l'inceste » -, pour qualifier de reculade l'annonce par le gouvernement du retrait du projet de loi sur la famille et son renoncement à légaliser la procréation médicalement assistée. Cette nouvelle capitulation nourrit une droite et une extrême-droite partout à l'offensive.

Moins de deux ans après son élection, le couple Hollande-Ayrault est en passe d'effacer tout ce qui pouvait le singulariser de Sarkozy-Fillon : même adhésion aux exigences de la Troïka, même soumission à celles du MEDEF et de la Finance, même indifférence à la crise écologique. Le pacte de responsabilité, que le secrétaire général de la CGT a raison d'appeler le « pacs Hollande-Gattaz », signe cette soumission au libéralisme le plus cru.

A gauche, chez les militant-e-s c'est la stupeur. Et le désarroi pour de larges franges populaires frappées par l'austérité et le chômage. L'épisode électoral actuel apparaît, pour beaucoup, à cent lieues des préoccupations quotidiennes. C'est pourtant autour

de ces préoccupations populaires - salaire et pouvoir d'achat, emploi, logement, services publics, justice fiscale, environnement - et d'elles seules, que peut se reconstruire la nécessaire résistance et s'affirmer une alternative à gauche.

### Contre Hollande et son gouvernement.

C'est dans ce contexte que va se tenir à Nantes, le samedi 22 février prochain, une manifestation inter-régionale contre le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes, dont Ayrault est le chantre. Ce dossier de Notre Dame des Landes concentre tout ce qu'une gauche devrait refuser et combattre : privatisation de fait de tous les aéroports de l'ouest concédés pour un demi-siècle à la multinationale Vinci, partenariat public/privé pour la réalisation du futur aéroport où la population paiera l'essentiel des dividendes versés aux actionnaires de Vinci, inutilité d'un nouvel aéroport au regard de l'existant, destruction de centaines d'hectares de terres agricoles et d'un des derniers bocages humides de l'Ouest, violation des lois sur l'eau et sur les espèces protégées, dossiers économique et environnemental mensongers, refus du débat démocratique, violences policières contre les paysans et toutes celles et ceux qui refusent ces destructions irrémédiables.

**N**otre Dame des Landes c'est une guerre d'usure contre une pensée et un projet imposés par des dominants, de la nomenklatura PS-UMP des Pays de Loire au groupe Vinci.

C'est aussi la dissémination des résistances : 200 collectifs de soutien, l'engagement de très nombreux jeunes. Une lutte qui s'inscrit dans un champ très large de résistances au productivisme, à la pensée

unique ultra-libérale, en lien avec une opposition croissante à l'artificialisation des sols.

Lutte régionale contre la zone commerciale du « triangle de Gonesse » au nord de Paris, luttes locales comme celle de la ferme des Bouillons près de Rouen, lutte transnationale contre la ligne TGV Lyon Turin... Nouvelles formes de politisation, lien entre lutte et alternative, entre écologie et anticapitalisme : le combat continue !



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS À ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

# Rouge & Vert Je m'abonne!

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je m'abonne à « Rouge et Vert » et à la « Lettre des élu-e-s »

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à  
à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :  
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1018 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J. J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro : Kmar BENDANA, Jean-Jacques BOISLAROUSSIE, Philippe CHAMPIGNY, Bruno DELLA SUDDA, Julien DOUILLARD, Vladimir Claude FISÉRA, Jacques FONTAINE, Liberto GIMENEZ, Jacqueline LORTHIOIS, Bernard MACRET, Henri MERMÉ, Philippe MOUCHEL . Régis MOULARD, Richard NEUVILLE, François PRÉNEAU, Rémy QUERBOUET, Alain TOULERON et Alain VERONESE  
Corrections : Daniel ROMET  
Dessin de Une : Mathieu Colloghan,  
Photo de der : Alain MARCU

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :  
01 43 58 26 26

[WWW.ALTERNATIFS.ORG](http://WWW.ALTERNATIFS.ORG)



## Ancrer durablement le combat syndical antifasciste

La signature par le Préfet de Région, le 21 décembre dernier, de quatre décrets autorisant le début des travaux a clairement signifié la volonté du gouvernement Ayrault de passer en force. Mais cette décision se heurte chaque jour à une opposition grandissante, et d'abord sur le terrain dans les fermes acquises par Vinci et immédiatement occupées par les opposants. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Julien Durand, porte-parole de l'ACIPA, l'association citoyenne qui depuis 14 ans organise la résistance et pratique la contre-expertise, indique « *je sens que cette envie de ne pas laisser faire s'articule avec le ras l'bol de ce qui nous tombe sur la tête, la crise économique, l'austérité. Le chantier de Notre Dame cristallise tout le monde. C'est notre force* ». C'est la démonstration qu'il nous faut faire le 22 février prochain pour contraindre le gouvernement Hollande-Ayrault à une nouvelle reculade en renonçant au projet de Notre Dame des Landes. Une reculade à gauche cette fois. ■

Julien DOUILLARD

**La manifestation du 22 février est convoquée à partir de 13h, devant la Préfecture de Nantes. Partie-prenante d'Ensemble, les Alternatifs vous invitent à défiler dans le cortège commun des organisations du Front de Gauche mobilisées contre le projet de nouvel aéroport à Notre Dame des Landes.**

**A** l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires, en association avec Visa (Vigilance syndicale antifasciste) et la Ligue des Droits de l'Homme, plusieurs centaines de syndicalistes ont participé, le 29 janvier dernier, aux premières rencontres intersyndicales contre l'extrême-droite.

Trois ans après la déclaration commune de 2011 « *La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme* » signée par les syndicats CFDT-CGT-FSU-Solidaires-UNSA, en riposte aux tentatives du FN d'instrumentaliser le mouvement syndical, cette initiative de 2014 souligne l'urgence du rassemblement syndical « *contre l'extrême-droite, ses idées et ses pratiques* ».

Extrait de l'appel national CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL adopté à l'issue de ces rencontres : «... *Parce que la montée des idées et de l'influence de l'extrême droite,*

*et particulièrement du Front national, impacte de plus en plus le monde du travail et l'ensemble de la société, le mouvement syndical est concerné et doit prendre ses responsabilités. Nous savons que l'absence d'alternatives à la crise, l'aggravation de la situation sociale subies par les travailleurs de toutes origines, du privé comme du public, mais aussi par les chômeurs, les jeunes et les retraités fournissent un terreau exploité par l'extrême droite. Nos organisations syndicales s'engagent à lutter contre l'imposture sociale de l'extrême droite. Nous décidons d'une campagne de longue durée marquée par des initiatives larges communes dans les entreprises, les administrations, les services publics et les universités, appuyée sur un travail concret de terrain. Nous décidons d'agir ensemble dans la durée et de nous doter d'outils et de moyens permanents pour faire face à l'extrême droite ...».* ■

## Contre l'extrême-droite, le temps presse...

**L**orsque le prêt à penser libéral du chacun pour soi imprègne la société, conduit à stigmatiser le/la plus faible, l'assisté-e. Lorsque vraie droite et fausse gauche au pouvoir se soumettent également aux exigences du MEDEF, contribuant ainsi à dévaloriser l'action politique. Lorsque la porosité idéologique entre le FN et de larges secteurs de l'UMP est flagrante. Lorsque tous les racismes instillent leur poison, lorsque des pans entiers des classes populaires se trompent de colère.. L'extrême droite s'installe dans la société et le champ politique. Les manifestations contre le mariage pour tous/toutes lui ont permis, coalisée avec de larges secteurs de la droite et les courants religieux conservateurs, de reprendre la rue. Le Printemps Français n'y a pas renoncé, sur une base homophobe, sexiste et réactionnaire. Encore ultra minoritaires et divisés, les groupes fascistes sont parvenus à

réapparaître, et même à donner le ton des fins de «manifs pour tous». Ils ont manifesté violemment le dimanche 26 janvier.

Le FN tente désormais de l'installer de manière décisive comme rassemblement antisystème. Aux Municipales son objectif est d'entrer en force dans les conseils municipaux, de gagner un certain nombre de villes, tant dans ses zones anciennes d'implantation du Sud que dans les régions les plus touchées par le chômage et le désespoir social du Nord et de l'Est. Certains secteurs de l'UMP peuvent basculer dans un front de toutes les droites, et le PS, dont la politique contribue à la désagrégation sociale et politique, serait mal venu de crier au loup.

Aux européennes, Marine Le Pen fera tout pour capter un vote sanction massif contre une Union Européenne devenue aux yeux du plus grand nombre un carcan libéral.

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires et les organisations de jeunesse Unef, Fidl et UNL ont décidé d'initier un travail en commun sur l'ensemble des territoires, sur les différentes questions sociales que la montée de l'extrême droite met en jeu.

**Les responsabilités de la gauche de gauche, notamment du Front de Gauche, sont considérables. Ne laisser aucune lutte isolée, mener pied à pied le combat contre tous les racismes, ne pas laisser la rue aux fascistes, démasquer sans relâche les causes de la crise sociale.**

**Et inventer des cadres permettant à toutes les forces sociales et politiques agissant pour l'émancipation de débattre d'un projet de transformation sociale et écologique, de le construire et le porter ensemble dans la société. Le temps presse.** ■

Communiqué du 1er février 2014

# Plans de licenciements, menaces sur les droits des chômeurs

## Brisons l'offensive du MEDEF

**P**resque chaque jour, l'annonce d'un nouveau plan de licenciements, avec deux nouveautés ces derniers jours :

- Arnaud Montebourg, ministre de la «gauche du PS», mouille la chemise pour convaincre des grévistes de reprendre le travail, ça s'est passé chez Mory-Ducros...

- toujours chez Mory-Ducros, un nouveau concept : la filiale du fonds d'investissements qui reprend l'entreprise n'impose pas la perte de près de 5.000 emplois (plus de 2.700 dans l'entreprise, 2.000 chez les sous-traitants) mais «sauve» 2.230 salariéEs...

Le compromis Gouvernement-MEDEF porte ses premiers fruits...

Dans le même temps, les négociations UNEDIC s'engagent. Le plan de bataille du MEDEF est sans équivoque :

- refus d'augmenter ses cotisations
- dégressivité accentuée des indemnités
- radiations de chômeurs de Pôle Emploi

La proximité des élections Municipales et Européennes conduit le gouvernement à la prudence : une nouvelle dégradation des conditions d'indemnisations des chômeurs/ses n'est pas un bon argument électoral. Mais la tentation est forte de s'inspirer des réformes Hartz menées en Allemagne il y a une dizaine d'années par le gouvernement Schröder, et qui ont paupérisé une partie importante de la population.

Dans une situation où les gains de productivité, le redéploiement des activités, conduisent à la précarisation dans et hors du monde du travail, où le cahier des charges du MEDEF est clair et où le gouvernement s'y soumet pour l'essentiel, des réponses qui tableraient sur des améliorations cosmétiques du système économique ne feraient, dans le meilleur des cas, qu'atténuer de nouvelles régressions sociales. La première réponse à ces régressions est la résistance, l'unité, la mobilisation, et elle concerne organisations syndicales, associations de chômeurs/ses et précaires, formations politiques...

Pour donner sens et perspective aux résistances sociales, un projet alternatif est indispensable :

- l'accaparement des richesses, des entreprises, par le capitalisme financiarisé n'est plus acceptable. Les Fralib et d'autres montrent la voie par leur lutte obstinée pour la reprise de l'outil de travail
- nos vies ne peuvent plus être négociées, brisées, au rythme des plans de licenciement. La sécurisation des parcours professionnels est nécessaire, et son financement indispensable par un partage des richesses, notamment en réduisant les dividendes
- il n'y aura pas de droit à l'emploi pour tous et toutes, pas de fin du chômage, des temps partiel subis, notamment par les femmes, sans une réduction forte et globale du temps de travail
- la reconversion de larges secteurs économiques est

nécessaire pour la transformation sociale et écologique de la société/ Elle ne pourra se faire sans de nouveaux droits pour les salarié-e-s, notamment le droit de veto sur les licenciements

**Nous sommes à la croisée des chemins : la barbarie froide de l'économie capitaliste c'est la lutte de tous contre tous et la désagrégation sociale : construisons l'alternative. ■**

### ON NE PERD PAS TOUJOURS !

**La mobilisation a mis un coup d'arrêt au projet de «ferme des 1000 vaches» dans la Somme. Ci-dessous le communiqué des Alternatifs en soutien à la lutte.**

#### **Non à la ferme des «1000 vaches» !**

La mobilisation se poursuit contre le projet de ferme dite des «1000 vaches», dont la construction doit reprendre cette année près d'Abbeville, dans la Somme, un projet de taille inédite en France.

**Les Alternatifs sont solidaires de cette mobilisation.**

Ce projet est une étape de plus vers un élevage industriel, inspiré des fermes géantes des Etats Unis, pour encore et toujours rentabiliser à tout prix.

Alors que l'accord de partenariat transatlantique (APT) négocié par les Etats-Unis et l'Union européenne tend à faire prévaloir un modèle agricole ultra productiviste, aboutissant à une baisse drastique de la qualité des produits, et ce au nom de normes du libre-échange établies par et pour les grandes entreprises européennes et américaines, ce modèle agricole risque de se développer en France. Il faut bloquer ce processus.

L'objectif de la ferme «des 1000 vaches» est certes une production massive de lait, mais aussi la transformation du lisier et du fumier des animaux en méthane, qui devrait même rapporter davantage que la production laitière. Le modèle agricole intensif, hors sol, en batterie, qui a conduit à l'impasse de la filière porcine en Bretagne serait ainsi étendu à la filière bovine.

Concentration animale, risque d'épidémie et recours aux antibiotiques, le tout pour produire un lait industriel et une viande de réforme de piètre qualité, c'est tout un système qui risque de se mettre en place.

La Confédération Paysanne s'oppose à juste titre au projet ; il est indispensable qu'une forte mobilisation se développe afin de le stopper, car il est symbole même d'une industrialisation de l'agriculture détruisant chaque jour des hommes, des ressources et des territoires.

**NE LAISSONS PAS FAIRE !**

# La diversité des langues et des cultures est une richesse

**Pour une politique favorisant la diversité linguistique : oui à la ratification de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires**

**T**rop longtemps le développement de la langue commune, le français, a en partie été construit sur le refoulement, la répression des langues des régions. La diversité de ces langues et cultures est pourtant un patrimoine commun. Et, dans plusieurs régions, ce patrimoine est partagé au delà des frontières .

Nous voulons un monde solidaire, pas un monde standardisé : pour les Alternatifs, le droit à l'apprentissage de la langue nationale comme à celui des autres langues de France, langues des régions comme issues des immigrations, est un élément de l'équilibre démocratique.

L'engagement d'un processus législatif en vue de la ratification par la France de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires est donc positif.

Dès à présent, il est possible de faire vivre et revivre les langues de France :

- par le développement du bilinguisme scolaire à l'Ecole Publique et d'activités périscolaires en langues des régions ; le soutien aux écoles associatives et à leurs projets pédagogiques, soutien pouvant favoriser leur intégration dans le service public de l'Education nationale
- par une présence renforcée des langues des régions dans l'audiovisuel public
- par une aide à la création faisant vivre la diversité linguistique, notamment en direction de la jeunesse
- et dans bien d'autres domaines (signalétique, publications administratives bilingues)

**Les combats pour l'émancipation, pour l'égalité des droits, peuvent s'exprimer dans toutes les langues.**

**Il est donc grand temps que la France s'engage pour sa diversité linguistique.** ■

Communiqué de la commission éducation des Alternatifs

## Nouvelle offensive réactionnaire de la droite et de l'extrême droite contre l'école

**L'**organisation de « journées de retrait » des enfants à l'école sous prétexte qu'on leur apprendrait une prétendue « théorie » du genre, comme les manifs du 2 février contre le dispositif « ABCD de l'égalité » mis en place dans certaines académies, montrent dans quel climat délétère notre pays s'enfonce et confirment la poussée des forces réactionnaires maintenant prêtes au combat.

Mensonges et amalgames sont utilisés pour entretenir la rumeur et faire régner un climat de peur cassant toutes relations de confiance, pourtant indispensables à la scolarité épanouie des élèves, entre les familles et les équipes d'enseignant-e-s.

Mensonges et amalgames abondamment relayés qui combinent :

- Un discours anti pédagogie (« les conceptions constructivistes (1) sont responsables de l'illettrisme »).
- Un discours contre la laïcité (« L'école de Jules Ferry a coupé

l'enfant de Dieu »).

- Un discours pour une école autoritaire reposant sur la supériorité du maître (« les enseignants n'ont plus le droit de transmettre aux enfants »).
- Un discours d'extrême droite : « Freud ce pervers juif et franc maçon ».

-Un discours visant à maintenir les stéréotypes et les inégalités dans la société.

-Enfin un discours calomnieux (« le concepteur de l'éducation sexuelle est un pédophile qui préconise l'enseignement de la masturbation en classe »).

La « théorie » du genre serait enseignée dans les classes dès la maternelle. En réalité « LA THEORIE » DU GENRE N'EXISTE PAS.

Des recherches sur le genre sont effectivement entreprises depuis plus de 20 ans aux Etats-Unis puis en France. Mais des recherches, même si elles ouvrent de nouvelles perspectives n'établissent pas une théorie. (Elles ont permis de montrer que le genre peut-être un outil d'analyse, de classification et de hiérarchisation). Les études de genre permettent de mieux comprendre quels sont les ressorts de la domination masculine et comment et pourquoi les inégalités entre femmes et hommes se construisent et perdurent.

Soyons vigilant-e-s, ne laissons pas les intégristes ou obscurantistes de tous poils contrecarrer les progrès réalisés en terme d'égalité et d'émancipation dans nos écoles comme dans la société ! ■

**Commission Education des Alternatifs, le 7 février 2014**

(1) celles qui favorisent l'autonomie de l'enfant



## Education prioritaire : Où est la refondation ?

Le plan pour l'éducation prioritaire récemment présenté par Vincent Peillon n'infléchit en rien les politiques précédentes de destruction menées par la droite sarkozyste. 100 établissements puis, promotion, bientôt 350 seront classés en éducation prioritaire. C'est peu au regard des besoins urgents, surtout lorsque près de 10% des établissements actuellement classés en zone prioritaire en sont exclus dans ce nouveau plan. L'austérité budgétaire mise en place par le gouvernement Hollande-Ayrault pèse lourd dans l'absence de véritables moyens mis en place pour « refonder » l'éducation prioritaire

Les décharges horaires promises au collègue pour les personnels (16,5 h au lieu de 18h présence élèves) risquent fort de se transformer en heures supplémentaires pour les personnels dans le cadre de dotations horaires étriquées pour la rentrée prochaine. Dans le primaire les 9h de décharge par an sont trop flous pour véritablement engager des dynamiques permettant de remédier aux difficultés des élèves

Enfin c'est toujours la même conception managériale qui inspire le ministère qui prétend soutenir le terrain mais impose que les conseillers pédagogiques auprès des équipes soient nommés par les corps d'inspection et avec les coordonnateurs (inter degré, par niveau, par discipline) c'est bien une hiérarchie intermédiaire qui est créée et qui est appelée à bénéficier d'avantages matériels prévus (avancement de carrière plus rapide au détriment des autres enseignant-e-s). Ce n'est pas en divisant les personnels qu'on améliorera les conditions d'enseignement et d'études pour les élèves.

La véritable défense des zones prioritaires ce sont les personnels des établissements prioritaires des Hauts de seine et de Seine Saint Denis en grève actuellement pour de meilleures conditions de travail à la rentrée prochaine qui

la mènent.

Partisans d'un système éducatif placé sous le double signe de l'émancipation et de l'autogestion, les Alternatifs sont favorables depuis toujours à la priorité accordée à la lutte contre les inégalités sociales, territoriales et éducatives, et à la lutte contre l'échec scolaire qui pénalise d'abord les enfants des milieux populaires.

C'est pourquoi le principe même des Zones d'Education Prioritaire (« donner plus à ceux qui ont moins ») demeure pour les Alternatifs un acquis de toujours, qu'il faut défendre et refonder à la fois.

En effet, pour que les ZEP puissent jouer tout leur rôle, leur redéfinition sur des critères sociaux est indispensable, de même qu'une réorientation d'ensemble de la politique budgétaire et éducative. Dans ce sens, ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'arrêt immédiat de l'austérité et du grignotage systématique des moyens accordés à l'éducation prioritaire ; l'augmentation massive des moyens et des postes pour le travail en équipe et l'inclusion de la concertation des équipes pédagogiques dans le service enseignant pour l'ensemble des personnels -et non pas pour une partie d'entre-eux- ; le pilotage des ZEP par les personnels eux-mêmes, sans caporalisation hiérarchique comme c'est le cas dans le projet Peillon.

Sans de telles mesures, le projet Peillon n'aboutira qu'à une gestion de la pénurie, à la division des personnels et à la continuation de l'affaiblissement des ZEP à peine dissimulé par quelques avancées dont la fonction sera celle de l'alibi.

Dans toutes les ZEP, la mobilisation unitaire s'impose pour déborder le cadre étriqué et ambigu du projet Peillon, refonder les ZEP pour en faire les véritables outils dont les enfants et les jeunes des quartiers populaires ont tant besoin ! ■

La Commission Education des Alternatifs, le 7 février 2014

## DROITS DES

*Dans plus de quarante villes de France et dans de nombreuses villes européennes, des rassemblements et manifestations en soutien aux femmes espagnoles mobilisées contre le projet de loi du gouvernement conservateur Rajoy délégalisant l'avortement se sont tenus le 1er février dernier. Ils ont rassemblé plusieurs milliers de personnes. Au même moment, une très imposante manifestation nationale se tenait à Madrid pour imposer le retrait de ce projet de loi inique. De nouvelles mobilisations contre le projet du ministre Gallardon sont prévues dans les jours et semaines qui viennent, ainsi qu'une manifestation européenne à Bruxelles si, comme il l'affirme, le Premier Ministre espagnol Rajoy s'enferme dans ce tournant réactionnaire contre le droit des femmes. Nous en serons.* ■

J.D.

### L'intervention du Planning Familial à la manifestation parisienne du 1er février

L'avortement est un droit fondamental qui conditionne tous les autres droits et l'accès des femmes à leur autonomie, à leur choix de vie, à leur liberté. La loi prévue aujourd'hui par le gouvernement espagnol remet en cause ce droit fondamental des femmes à disposer de leur corps et à décider pour elles mêmes d'interrompre une grossesse non voulue en limitant fortement l'accès à ce droit. Il s'agit d'une position morale et idéologique que rien ne justifie, et qui va à l'encontre de ce que pensent ou veulent la majorité des Espagnoles, femmes et hommes. C'est une régression pour les femmes, au nom d'une vision étroite et restrictive de la famille, de la place et du rôle des femmes, mais aussi des hommes !, et une réassignation des femmes à la maternité,

Cette loi aurait de très graves conséquences pour les femmes. Elle les obligerait à avorter à l'étranger, si elles en ont les moyens, ou de façon clandestine, au risque de leur santé, pour celles qui ne le pourront pas

N'oublions pas qu'une femme meurt dans le monde toutes les 8 minutes d'un avortement clandestin

Cette décision du gouvernement espagnol va à l'encontre de deux résolutions votées par le parlement européen en 2011, dont l'une qui affirmait « l'union européenne et les états membres doivent garantir aux femmes un accès aisé aux moyens de contraception ainsi que le droit à un avortement sûr »

Une autre résolution votée le 11 décembre 2013 affirmait la nécessité d'inscrire comme prioritaires les droits sexuels et reproductifs pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

Ce projet de loi espagnol s'inscrit dans un contexte de forte mobilisation des forces conservatrices de droite et d'extrême droite : elle a conduit le parlement européen à rejeter en décembre dernier le rapport Estrela, qui proposait à l'Union Européenne d'affirmer l'égalité des droits entre les citoyens et citoyennes d'Europe en matière d'avortement, de contraception, et d'éducation sexuelle.

Ces lobbys conservateurs qui s'opposaient hier au mariage pour tous, qui aujourd'hui luttent contre l'éducation à l'égalité à l'école, veulent aussi imposer



# Ouf!

*Ouf, enfin une constitution et un nouveau gouvernement. Deux étapes importantes malgré les limites qui les enserrant et la situation économique du pays, de plus en plus difficile.*

la restriction des cadres légaux de l'avortement en Europe: clause de conscience, interdiction de la pratique, entraves à l'IVG. Certes, en France la loi progresse, avec la suppression de la notion de « détresse » qui inscrit clairement le fait que c'est à la femme de décider, et à elle seule, mais nous savons que pour garantir l'accès à l'avortement, il faut agir à 3 niveaux :

Il faut des lois, Il faut que ces lois soient appliquées, Il faut aussi garantir un accès à des structures de qualité sur tous les territoires, ce qui veut dire qualité d'accueil, personne formé et volontaire, structures en nombre suffisant, choix de la méthode

Pour cela, nous devons constituer un grand mouvement européen des forces progressistes et citoyennes en solidarité avec les femmes d'Espagne, mais aussi de Pologne, d'Italie, de Malte, de Chypre, d'Irlande, et d'ailleurs...

Nous appelons à lutter pour une Europe ou toutes les femmes et tous les hommes pourraient disposer librement de leur corps, sans contrainte imposée par l'état ou la religion, Ces droits fondamentaux doivent s'inscrire dans la charte européenne des droits fondamentaux, et nous demandons au gouvernement français de porter cette revendication.

- C'est un enjeu démocratique : l'universalité des droits et l'égalité entre les citoyens et citoyennes, femmes ou hommes, quelque soit leur sexe, leur genre, leur orientation sexuelle est un pilier de la démocratie

- C'est un enjeu d'égalité : égalité entre les femmes et les hommes, mais aussi égalité entre les femmes d'Europe, égalité entre les femmes du monde

- C'est aussi un enjeu de santé publique : les femmes qui veulent avorter avorteront, de toutes façons mais en payant le prix fort, et souvent au prix de leur santé, ou en mettant leur vie en danger

Nous serons au côté des femmes d'Espagne tant qu'il le faudra pour combattre cette loi inique. Non à l'ordre moral qui veut gérer nos vies, Oui à nos droits, tous nos droits, et à la liberté de choix d'avoir un enfant, ou non ■

J'ai écouté le texte avant la signature hier soir après avoir suivi en pointillés les délibérations des dernières semaines. Les constituants sont décevants (grâce à la télé en direct, on a appris à voir leur niveau et on doit les considérer comme l'image de nos insuffisances ) et le texte final sans souffle, sans style, poussif et fourre-tout. De plus la lecture a été gâchée par des fautes, deux des trois lecteurs (troïka oblige !) qui se sont partagés l'exercice sur une heure et demi avaient un niveau de langue peu assuré. C'est affligeant pour la cérémonie et pour une institution où on a entendu des palabres sur la langue arabe, un intégrisme de plus qui a été rebattu alors qu'on a -aussi- besoin de valeur, de beauté et de sincérité. La Tunisie méritait mieux mais enfin, le texte consolide certains fondamentaux ; on y a cousu des opinions assez contraires pour s'autoriser à parler de « compromis », un mot particulièrement apprécié en ce moment. Ne boudons pas notre soulagement de voir l'étape achevée, d'avoir vu participer à cette «écriture» de larges pans en dehors du personnel politique mobilisé (bravo à nos juristes et à des centaines de veilleurs anonymes) et de passer à un gouvernement peut-être pas idéalement indépendant mais au moins l'ancienne équipe a enfin accepté de céder les fauteuils.

Nous avons encore beaucoup de chemin à faire. Il va falloir neutraliser le passage en force «légaliste» aménagé par le gouvernement sortant qui a stratégiquement planté des milliers de sentinelles dans les rouages d'un Etat certes vermoulu depuis Ben Ali mais efficace pour surveiller et bloquer. Les assassinats qu'on a vécus en 2013 et le minage du territoire par les groupes djihadistes sont des points noirs difficiles à oublier. L'épreuve à venir est que cette haute administration divisée fonctionne en faveur d'un intérêt général mal cerné, abstrait et relayé par la seule phraséologie. C'est un travail politique de fond et d'endurance, déjà énorme si des

institutions démocratiques étaient déjà là. Il s'agit à la fois d'en construire les bases en évitant de faire éclater la violence qui couve à à chaque acte de réforme de l'existant.

L'étape qui commence (les élections) promet d'être dure car la lutte pour le pouvoir se corse au sein d'une classe politique vieille, rapace et aujourd'hui mélangée après trois années de valse et d'émergence de nouvelles têtes. Cela excite les commentateurs mais la pratique est féroce au jour le jour. Nos pratiques sont terriblement opaques et centralisées et les responsables ne peuvent pas s'appuyer sur un héritage sûr, ni instaurer un fonctionnement responsable dans un environnement politique archaïque. On manque terriblement d'outils immédiats. Comment construire dans le concret et le conflit permanent un terrain d'entente ??? Grave dessein. Nous devons tenir le coup, penser à asseoir des moeurs saines dans les petites niches possibles, aménager des règles.

Deux ministères me parlent : celui de la culture et celui de l'enseignement supérieur. Les nominations constituent des soulagements par rapport aux deux qui ont sévi pendant les deux années d'Ennahdha. Pour l'éducation et la justice, les avis semblent moins optimistes. De plus il ya seulement trois femmes sur une équipe de 30 environ. On nage dans les mêmes cadres. Mais enfin, c'est à nous par en bas d'impulser une dynamique qui aille vers moins d'inégalités, métabolise la violence latente et ouvre des portes sur l'avenir. Le pays grouille de ressources, d'idées, d'activités culturelles et de projets qui ne cherchent qu'à exister. Nous avons besoin de valoriser la jeunesse étouffée par les vieilleries, le chômage latent et la fermeture des horizons. Je vois tellement d'hommes et de femmes activement versés dans le quotidien, le local et le changement concret autour de moi. C'est encore plus encourageant que de voir une constitution enfin bouclée. ■

Kmar BENDANA

# L'indignation passe à

Depuis deux mois et demi, l'Ukraine, pays le plus étendu d'Europe après la Russie et peuplé de près de 50 millions d'habitants, connaît une crise sans précédent. Alors que sa population est à près de 80 % ukrainienne et, malgré 4 siècles et demi de domination russe, de langue ukrainienne comme première langue à plus de 50%, son élite politique est restée composée majoritairement de russophones provenant essentiellement de la partie orientale du pays. Ces russophones sont pour moitié des Ukrainiens russifiés, l'autre moitié se composant de descendants de colons installés par le pouvoir russe au fil du temps, notamment dans les grandes villes de l'Est et du Centre (l'Ouest ayant été indépendant, puis sous domination polonaise et autrichienne), en Crimée et au bord de la Mer Noire d'où les Russes ont expulsé les Tatars et enfin dans les régions minières et les riches zones agricoles et viticoles de l'Est et du Sud-Est.

Ces descendants de colons volontaires ou contraints ne parlent pas l'ukrainien, pourtant aussi proche du russe que l'occitan l'est du français, ne veulent pas l'apprendre même à la capitale Kiiv (en russe Kiev) où ils représentent pourtant la moitié de la population et ce, alors que les ukrainophones, comme tous ceux qui ont été historiquement dominés, sont bilingues. Cette situation nous rappelle irrésistiblement celle de l'Algérie du temps de la colonisation française ou encore celle de l'Irlande à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. Par exemple, l'éditorialiste de l'hebdomadaire de langue russe *Kievski Telegraf*, fondé en 1859 s'en prend à «Messieurs les Ukrainiens» (le mot Messieurs est péjoratif sous la plume d'un

dominant russo-soviétophile) et interpelle les «citoyens ukrainiens» (se positionnant donc comme non-ukrainien de citoyenneté ce qui depuis l'indépendance en 1991 est une absurdité juridique) leur prédisant dans la chère Europe dont ils rêvent le sort de «plombier ou prostituée», titre de l'article à retrouver en français dans *Courrier International*, 30-1/5-11 2014. Par ailleurs, les russophones sont majoritaires dans l'Est et le Sud-Est ou sont concentrées les richesses économiques du pays, du charbon et du fer du bassin du Don aux terres noires agricoles fertillissimes.

De plus, depuis 1918, l'Ukraine a été de par sa position géo-stratégique et son poids économique et démographique constamment en butte à une domination écrasante du pouvoir grand-russe stalinien (dont le «*holodomor*» ou génocide par la faim de 1934-1935) aggravé par les prédateurs d'Etat polonais puis allemands nazis (cf. la «*shoah par balles*») et subsidiairement roumains. De 1936 à nos jours, son élite politique et économique (en dictature les deux vont de pair jusqu'à se confondre) s'est recrutée pour l'essentiel parmi les Russes et russifiés (cf. tous les dirigeants soviétiques aux noms en -ko, souvent en -ine, sans compter les Brejnev et Khrouchtch-ev etc) provenant de l'Est du pays limitrophe de la Russie.

De plus, celle-ci s'était adjudgée jusqu'en 1956 la presqu'île de Crimée, d'où en 1944 Staline avait entièrement déporté la population autochtone tatar pour la remplacer non par des Ukrainiens mais par des Russes, consolidant aujourd'hui sa mainmise par un traité léonin installant là à demeure la flotte de guerre russe.

J'ai pu vérifier sur place récemment (comme je l'ai dépeint il y a 3 ans dans un reportage paru alors dans *Rouge&Vert*) une situation semblable dans la région d'Odessa, surtout, systématiquement dans la zone côtière et plus généralement tout le long de la frontière avec la Moldova ou plutôt avec l'Etat fantoche de Transnistrie qu'une armée russe détient illégalement depuis 13 ans. Par ailleurs, comme dans le Caucase (y compris la région...de Sotchi poutino-olympique vidée à partir de la mi-XIX<sup>e</sup> de sa population tcherkesse) et en Asie Centrale, le pouvoir grand-russe ne colonise pas seulement les zones limitrophes mais aussi les villes principales, sièges du pouvoir politique et policier et les zones économiquement prospères, notamment industrielles (mais aussi géo-stratégiques ou touristiques), même si elles se situent loin de la «*mère-patrie*». Du coup, dans le cadre d'un éventuel règlement post-colonial, une simple correction de frontières ne saurait faire l'affaire et à moins de recourir à de barbares épurations ethniques, on assiste à des conflits structurels où les oppositions socio-économiques sont multipliées par les antagonismes ethno-linguistiques.

Toutefois, depuis 25 ans, en Ukraine comme dans tout l'«*étranger proche*» (selon le discours de Poutine, c'est à dire zone de domination russe prioritaire) la population autochtone s'infuse, percole progressivement dans les régions limitrophes de la Russie et, a fortiori, dans les villes importantes, anciennes enclaves russophones, en particulier dans les capitales. Après les élections de 2010, qui avaient vu la défaite des

mouvements anti-Moscou et anti-autoritaires qui avaient renversé 6 ans auparavant le pouvoir des obligés de la Russie, ces derniers ont bien compris que la clé de la situation résidait dans la suppression de tout statut de l'opposition, concept de toute façon nouveau dans la culture politique héritée du tsarisme et du stalinisme. Ainsi, 2010, ce n'est pas principalement la victoire d'un homme, l'ancien repris de justice condamné pour escroquerie et agression sexuelle lanoukovitch mais c'est l'annulation de tout pouvoir législatif et judiciaire, de toute autonomie régionale alors même que le parti du Président, ose s'appeler, en novlangue, «*parti des régions*». Par dessus le marché, lanoukovitch avait promis --reprenant en cela le programme de l'opposition hélas divisée et aussi affairiste que la majorité-- de signer un accord d'association avec l'Union Européenne. Or, après avoir embastillé les représentants de l'opposition en les traitant, comme au temps de Brejnev, de délinquants de droit commun et d'escrocs, il s'est avéré que la «*famille*», à savoir la sienne, s'était rendu coupable d'enrichissement massif et mafieux au détriment de l'économie du pays. Or, l'U.E. et l'OTAN avaient refusé d'accorder aide financière et soutien militaire à l'Ukraine comme à la Géorgie dès la conférence de Bucarest de 2010. C'était dû au besoin urgent qu'avait l'Occident de l'aide de Moscou sur le plan énergétique mais aussi face à l'avancée des Etats sunnites et de leurs co-religionnaires salafistes, Al Qaïda et Frères Musulmans contre les dictatures laïco-militaires alliées de l'Occident et, tacitement, d'Israël. Par ailleurs, Moscou, notamment par ses livraisons d'armes et son veto onusien, avait seul



# l'Est

des moyens d'influencer, à savoir de calmer, l'Iran et son allié syrien.

Du coup, le 21 novembre dernier, Kiiv suspendait le processus visant à un accord avec l'U.E. Cette fois, c'est l'opposition qui saisit l'occasion et commence l'occupation de la place de l'indépendance à Kiiv. Un mois plus tard, Moscou offre 15 milliards de dollars à Ianoukovitch, assurant à l'Ukraine un approvisionnement en pétrole, gaz et donc chauffage et eau chaude alors que le rude hiver s'installait. A la surprise des gouvernants, les manifestations se transformèrent en installation d'un camp retranché et le mouvement se trouvait des leaders différents et plus jeunes que ceux, discrédités de 2004. Le 16 janvier, piqué au vif, le pouvoir passait des lois interdisant pratiquement toute liberté de manifestation et d'expression. Le mouvement, emmené par la jeunesse étudiante mais aussi par le mouvement national opposé à la domination russe déborda alors du champ clos de la place Maïdan et de Kiiv même. Non seulement ce mouvement parlait ukrainien mais les jeunes russophones de la capitale le rejoignirent d'autant qu'en 24 heures la sauvagerie des forces spéciales (composés comme à Moscou ou à Belgrade sous Milosevic ou encore en Egypte sous les militaires de troupes du ministère de l'intérieur recrutées ici dans l'est du pays et de civils, supporters de football dont les clubs appartiennent à des réseaux mafieux proches du pouvoir) a fait 6 morts parmi les protestataires. C'est d'ailleurs l'enterrement d'un jeune Bélarus dans la cathédrale de l'église orthodoxe ukrainienne séparée du patriarcat de

Moscou qui a donné lieu à la plus grande manifestation. Plus intéressant encore, les slogans n'évoquaient plus l'U.E. mais exigeaient l'abrogation des lois scélérates et des élections législatives et présidentielles sans attendre celles prévues en 2015. Le 25, le principal magnat de l'énergie, des médias et du football ( avec un autre «allogène», le «gazier» Dmytry Firtach), propriétaire des mines dans le bassin du Don, Rinat Akhmetov, turcophone et musulman d'origine, lâchait Ianoukovitch, exigeant une solution purement politique et pacifique. Ceci ne pouvait qu'inquiéter fortement le pouvoir car les régions industrielles de l'Est, tenues fermement par ces oligarques, n'avaient guère été touchées jusque là par la diffusion d'un mouvement s'étendant désormais bien au delà de Kiiv et de simples manifestations.

En effet, des non-Russes, des adultes (dont des anciens d'Afghanistan, amers et aguerris et des ouvriers) avaient rejoint le mouvement à Kiiv alors que lors de mon premier séjour en Ukraine il y a 30 ans, les Ukrainiens à Kiiv osaient à peine chuchoter dans leur langue y compris à l'Université, sur le marché ou à l'église alors que leurs relations avec les russophones apparemment majoritaires à cette époque dans la capitale étaient inexistantes quand elles n'étaient pas des plus conflictuelles. De plus, le mouvement se transformait en blocage sinon en occupation des bâtiments stratégiques en province, y compris à l'Est de Kiiv, par exemple à Poltava. Dans les régions de l'Ouest limitrophes de la Pologne et de tradition indépendantiste et souvent uniate (christianisme oriental

rattaché à Rome), les occupations débouchèrent très vite sur l'établissement d'«*assemblées du peuple*», que ce soit à Lviv en Galicie orientale, Loutsk ou Ternopil. Là, l'opposition est majoritaire depuis toujours, la petite paysannerie indépendante --tout comme l'artisanat, le petit commerce et les PME-- est plus présente car l'étatisation des terres (et de toute l'économie) eut lieu 20 ans plus tard que dans le reste du pays, après une guerre féroce de 10 ans (1939-1949) contre l'occupant russo-soviétique. La langue ukrainienne y est hégémonique et l'influence de l'Occident voisin, via la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie (3 pays où les travailleurs immigrés ukrainiens constituent la plus importante communauté étrangère) et l'Allemagne y est considérable.

Sous cette pression et un soutien désormais moins timide de la diplomatie occidentale, le pouvoir céda partiellement dès la fin janvier, annulant les lois répressives, procédant à la démission du gouvernement mais pas celle du Président qui finit pourtant par admettre la possibilité d'élections anticipées, y compris présidentielles. Ceci est dû à la crainte de la grève inter-professionnelle, d'un double pouvoir amorcé par l'activité des assemblées du peuple, au blocage des casernes et à l'action des mères de soldats s'interposant entre les forces spéciales et les manifestants. S'y ajoutent la présence des médias et ONG étrangers, le soutien des médias libres (surtout sur internet) et de l'opposition russe et peut-être avant tout les trois facteurs suivants : l'absence de guerre



civile inter-ethnique malgré les provocations des agents en civil et de l'extrême droite ukrainienne et russe, l'écho des tortures et assassinats de journalistes et la tenue des jeux olympiques à quelques 150 kilomètres de l'Ukraine à Sotchi. Tout cela fait que Ianoukovitch essaye de gagner du temps en promettant une amnistie générale à condition que les lieux publics soient tous «libérés» pour le 20 février juste après la fin des jeux olympiques chez son voisin et protecteur russe qui s'est déjà proposé de lui fournir une aide policière. Mais, comme dans le cas de l'offre d'aide en matière de répression faite par Alliot-Marie à Ben Ali lors de la révolution tunisienne il y a 3 ans, peut-être est-il aussi trop tard. Cela dépendra du caractère massif et unitaire de l'opposition et de la conjonction avec d'autres forces ailleurs, à Moscou, dans le Caucase et parmi les défenseurs de la liberté en Occident. Le plus grand écrivain ukrainien actuel Yuri Andrukhovych, auteur de l'excellente et désopilante *Moscoviada* (en français chez Noir sur Blanc de même que *Mon Europe*, co-écrit, c'est tout un symbole, avec le prestigieux écrivain contestataire polonais Andrzej Stasiuk) se disait il y a 15 ans : «*ce pays existe (...) L'essentiel, c'est de survivre jusqu'à demain*». Aujourd'hui, il affirme tranquillement : «*je suis à présent un "extrémiste", comme le sont ma femme, ma fille et mes amis. Nous n'avons pas le choix : nous défendons notre vie ainsi que celle de nos proches*». ■

Vladimir Claude FIŠERA

# Non au grand marché transatlantique

**P**TCI Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement ou TAFTA en anglais TransAtlantic Free Trade Area . Ces lettres désignent un accord commercial entre les Etats-Unis et l'Union Européenne négocié à l'initiative du président américain M.Obama, de M. Van Rompuy le Président du Conseil Européen et de M. Barroso président de la Commission Européenne dans l'opacité la plus totale. Les négociations sont engagées dans le plus grand secret : ni l'opinion publique ni ses représentants ne sont avertis ou consultés. A l'inverse, les entreprises et leurs groupes d'intérêt profitent d'un accès privilégié auprès des négociateurs européens . Sur 130 réunions organisées avec les « parties prenantes », la Commission européenne a reçu 119 fois les représentants des multinationales ! La démocratie s'éloigne, la démocratie arrive .

## Que prévoit cet accord ?

1 Abroger les droits de douane entre UE et USA, le commerce agricole est particulièrement concerné.  
 2 La concurrence comme liberté fondamentale : Abolition des barrières non- tarifaires, normes constitutionnelles, légales, réglementaires de toute nature : éthique, démocratique, juridique, sociale, sanitaire, environnementale, financière, économique, technique... Un article indique que l'audiovisuel n'entre pas dans le cadre de l'accord. Pour l'instant! Par contre tous les autres domaines de la culture (théâtres, opéras, musées, archives, bibliothèques, patrimoine) vont y être soumis.  
 3 Fin de l'état régulateur et redistributeur : Autoriser les firmes privées à poursuivre les états considérant législations et réglementations comme autant d'entraves à la libre concurrence, à l'accès aux marchés publics et à l'investissement .  
 De plus, les différends seraient réglés par un groupe d'arbitrage privé et non plus devant une juridiction nationale .  
 L'harmonisation des règles concerne: l'agriculture, la production industrielle, les productions

d'énergie, internet, les services, les risques environnementaux et sanitaires, et ce sur la base des valeurs communes aux Etats-Unis et à l'Union Européenne !  
 On peut légitimement s'interroger avec inquiétude sur les valeurs partagées des deux continents.

## Quelles conséquences ?

Le Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement bouleverse les choix et standards de protection dans le domaine de l'environnement et de la sécurité alimentaire. Qu'en sera-t-il, par exemple, de l'interdiction d'exporter vers l'Union européenne de la volaille désinfectée avec des solutions chlorées ou du bœuf aux hormones ? du porc traité à la rectopamine ? Des OGM ? Des réglementations sur les produits chimiques (telle que la directive REACH), beaucoup plus contraignantes en Europe qu'aux États-Unis ? En Europe, un produit ou un procédé à commercialiser doit être prouvé sain, aux USA il reste libre d'accès tant qu'il n'est pas démontré scientifiquement nocif .  
 Se profile le démantèlement de l'appareil législatif et réglementaire des états et sous prétexte d'harmonisation la prévalence d'une concurrence « libre et non faussée » sur les droits sociaux et les services publics.  
 L'expérience issue de semblables accords de libre-échange ( ALENA ) montre que seules les multinationales américaines en ont tiré profit. 600 000 emplois auraient dû être créés selon les promesses du président américain de l'époque, M.Clinton . En réalité 200 000 emplois ont été perdus ! On regardera avec intérêt le documentaire de Marie-Monique Robin : Les déportés du libre-échange pour s'en convaincre .

## Quels dangers ?

La remise en cause de nos droits, de la démocratie, de l'environnement, de nos conditions de vie et de travail. Il nous appartient de nous mobiliser pour en faire connaître les enjeux et les dangers ■

Philippe MOUCHEL .

# Ensemble, changeons d'Albi !

**C**omposé de citoyen-ne-s de gauche, le Comité Local d'Initiative citoyenne (CLIC), après plus d'un an de concertation, a présenté un projet : « *Penser la ville pour la transformer* » (lien <http://changerdalbi.overblog.com/>), projet qu'ils/elles souhaitent voir appliquer par une nouvelle majorité municipale de gauche. Lors de sa réunion du 2 décembre 2013, ce comité a décidé de proposer aux Albigeois une liste porteuse de son projet « Penser la ville pour la transformer ». Elle respectera la diversité de la gauche en permettant à chaque sensibilité politique une égalité d'expression sans hégémonie. Un groupe de personnes représentatif et mandaté par le CLIC, est chargé d'animer la campagne des municipales .

D'ores et déjà, les formations politiques – PCF, PG, Alternatifs, FASE – soutiennent cette démarche du CLIC. Fin janvier, à l'occasion de l'inauguration du local de campagne, Liberto Gimenez (Les Alternatifs d'Albi) présente le sens de cette démarche. Extraits : « Notre démarche au sein du comité local d'initiative citoyenne, le CLIC, est de partager nos idées sur la mise en place d'une véritable démocratie, une démocratie directe et active, basée sur la solidarité et la fraternité avec la volonté de ne laisser personne sans parole, sa parole. C'est ce qui prédomine également dans la constitution de la liste citoyenne ENSEMBLE, CHANGEONS D'ALBI que nous proposons aux Albigeoises et Albigeois et dans notre volonté d'être présents au premier tour des élections municipales du 23 mars prochain. Nous [...] serons en tête des listes refusant le bilan de la municipalité actuelle ainsi que les orientations ultra libérales affirmées aujourd'hui par le gouvernement social démocrate en charge des affaires du pays, en charge des affaires des riches du pays. Notre volonté est également d'éloigner le risque des votes de colère et de déraison représentés par le front national. Notre projet est avant tout un projet politique d'expression de la démocratie. Le pouvoir doit être pris par les citoyennes et les citoyens.

C'est vous, c'est nous ensemble qui devons décider de la manière de changer notre ville, nos conditions de vivre ensemble. Nous ne proposons pas un catalogue d'actions et de réalisations déjà ficelées, promesses jamais tenues.

Nous proposons de travailler, de partager dans des conseils de quartier avec une parole libre afin de définir les projets à mettre en œuvre et en donnant le temps

## Appel aux Sottevillais (76)



nécessaire aux débats, à la démocratie dans l'expression de la solidarité, du partage et du bien vivre ensemble.

Les tenants du système actuel ne cherchent qu'à nous éloigner de la prise de décision. Ils veulent des grandes régions, réduire le plus possible les prérogatives des communes et se prémunir ainsi de nos droits en garantissant leurs situations de soi disant experts et d'élite politique et financière. Nous, nous voulons que la décision se prenne là où nous vivons avec ceux qui vivent avec nous et partager avec tous dans cet esprit de solidarité et de fraternité qui fait tant défaut aujourd'hui. Voilà notre projet, faisons ensemble qu'il devienne notre projet à tous. ■

**Liberto GIMENEZ**  
Les Alternatifs 81 ALBI

Il y a de quoi être écoeuré : le chômage explose, le pouvoir d'achat s'effondre, et François Hollande continue d'offrir sans contrepartie des milliards au grand patronat, cadeaux financés par l'augmentation de la TVA et la baisse des dotations aux communes. Le MEDEF et la droite en redemandent (fin de 35 heures et retraite à 65 ans), et l'extrême droite se déchaîne dans la rue.

Alors que la situation se dégrade dans tout le pays, et que les Sottevillais en souffrent, Pierre Bourguignon et Luce Pane nous offrent un spectacle lamentable. Après avoir géré la ville ensemble pendant presque 24 ans, ils n'en finissent plus de se déchirer sur des questions de pouvoir, loin de nos problèmes quotidiens.

Les deux pourtant ont les mêmes idées et les mêmes méthodes.

Malgré cela, les Verts se vendent à une candidate qui n'a rien d'écologique, et le PCF persiste à s'allier à un maire toujours plus autoritaire.

En face, la droite et l'extrême droite s'unissent pour répandre le «chacun pour soi» et la haine des autres.

Les luttes de pouvoir ne nous intéressent pas. 24 ans, ça suffit : il faut tourner la page Pane-Bourguignon !

Pierre Bourguignon veut continuer comme avant. Allez-vous le laisser faire ?

Luce Pane, sa complice depuis 1989, vient de «découvrir» que la ville était mal administrée. Allez-vous lui faire confiance ?

On prend les mêmes et on recommence ? Malgré leur bilan commun ?

Pour battre la droite et l'extrême droite, est-on condamné à voter pour une gauche qui nous trahit ?

La liste «Sotteville À Gauche Vraiment»

vous propose un autre choix, un autre projet.

Il faut réagir, proposer et rassembler pour la solidarité et l'écologie, le partage des richesses et la démocratie.

Il est temps que ça change à Sotteville, et c'est ce que nous vous proposons.

Nous sommes une gauche sans compromission, qui reste ferme sur ses valeurs de solidarité, d'écologie, de partage des richesses et de démocratie.

Nous voulons rassembler autour de propositions claires et utiles à tous :

- la mise en place de conseils de quartier et la démocratie locale
- la remise à plat des rythmes scolaires et un plan de rénovation de nos écoles
- la révision des règles de construction d'immeubles et le développement d'un logement social de qualité
- le retour des cantines en service public et le développement de l'approvisionnement en produits locaux et bios
- les transports en commun gratuits et le développement des pistes cyclables
- le développement du nombre de places en crèche et en garderie...

A tous ceux qui n'en peuvent plus de la politique de Hollande et des querelles de pouvoir Pane-Bourguignon. A tous ceux qui refusent la droite et l'extrême droite, nous disons :

Avec «Sotteville À Gauche Vraiment», vous pourrez faire un choix clair pour des élus utiles. ■

**Liste citoyenne soutenue par Les Alternatifs, «Ensemble», le NPA et le Parti de Gauche.**

À Besançon :

## Une gestation difficile pour la liste « A gauche toutEs, place au peuple »



La constitution d'une liste d'union large à gauche du PS à Besançon n'a pas été possible du fait de la double intransigeance du PCF et du PG : le premier souhaitant avoir l'assurance de garder ses élus (il en aura finalement deux de plus), le second se montrant d'un sectarisme digne des jeunes années à l'AJSO-CI de certainEs de ses militantEs. Il faut noter cependant que les adhérents bisontins du PCF se

sont prononcés à 94 % pour une liste autonome du FdG, sous conditions pour le second tour, conditions refusées par le PG. Les responsabilités de cet échec me semblent donc équitablement partagées : si le PCF avait très envie de rejoindre la liste PS, le PG a tout fait pour qu'il s'y précipite ! EELV s'est rallié également à la liste PS, le manque d'ouverture du PG n'est pas étranger à cette décision.

Suite à la décision du PCF, les autres organisations du FdG (Alternatifs, GA et PG) ont décidé de faire une liste citoyenne ouverte : « A gauche toutEs, place au peuple ». La première difficulté fut la désignation de la tête de liste : le PG l'a revendiquée, Marie-Odile Crabbé-Diawara a présenté sa candidature avec l'appui d'une partie de la GA et de plusieurs camarades non encartés. Le candidat du PG -qui avait mobilisé la

totalité de ses troupes- a été largement élu par l'AG. Le PG a fait voter pour la seconde de liste dans la foulée : ce fut une jeune militante ambitieuse de la GA<sup>2</sup>, qui s'est présentée sans l'aval de son organisation ! Elle fut élue de justesse, Marie-Odile n'ayant pas voulu se présenter dans ces conditions. Le PG accepta que Marie-Odile figure en quatrième position, mais aucune autre personne proche de notre sensibilité politique n'a été admise dans les 10 premières places : le PG ayant la majorité absolue dans les AG comme dans les commissions de travail, il décide de tout ! Si néanmoins nous continuons, c'est pour tenter de faire passer quelques idées et pour maintenir le lien avec des camarades de la GA et des non encartés avec lesquels nous travaillons à la création de « Ensemble-MAGES ».

L'ambiance dans les réunions est généralement tendue. Le PG se conduit de manière particulièrement autoritaire : occupation de tous les postes de responsabilité dans l'organisation de la campagne, imposition du logo FdG et de la photo de Mélenchon, organisation de deux meetings de campagne avec deux orateurs PG (G. Amard et J.L. Mélenchon), absence d'écoute de l'autre, en particulier des personnes de notre sensibilité dont les propositions sont considérées comme de l'obstruction ou du chantage, volonté de faire passer exclusivement le visuel et les idées PG compatibles, violation de décisions prises en AG, modification de tracts après les réunions (c'est ainsi que toute référence au nucléaire a été supprimée du premier tract de masse distribué à 25 000 exemplaires, tract que les Alternatifs refusent de distribuer pour des raisons de fond et de forme). Quant à la question financière, nous attendons toujours l'esquisse d'un projet de budget !

Nous constatons que le fonctionnement autoritaire, verticaliste et sectaire du PG est totalement à l'opposé du nôtre, nous le savions déjà, mais nous ne l'imaginions pas aussi exacerbé ! Notre participation à cette liste demeure subordonnée à la résolution positive de plusieurs questions pendantes, lignes rouges définies collectivement. Nous n'excluons pas, dans les semaines qui viennent, de nous en retirer, avec certains de nos partenaires. ■

Jacques FONTAINE

1. AJS-OCI : Alliance des Jeunes pour le Socialisme-Organisation communiste internationaliste, groupe trotskyste « lambertiste » dissident de la IVe Internationale

2 La GA était divisée sur l'opportunité de la candidature de cette militante, la moitié la soutenant, l'autre non; elle a habilement profité de cette situation pour jouer sa carte personnelle.

## A NICE, « L'HUMAIN D'ABORD » EN CAMPAGNE

Lancée dès le mois de novembre par des Assises citoyennes aux échanges intéressants et à la participation prometteuse (plus d'une centaine de participant-e-s), la campagne électorale du Front de Gauche avec toutes ses composantes est d'abord une campagne de terrain qui a commencé dès le mois de décembre par des réunions de quartier dans les deux quartiers populaires emblématiques de la ville (L'Ariane, Les Moulins) et à Nice-Nord, où existe une assemblée citoyenne du Front de Gauche très présente.

Ce choix n'a rien du hasard. Il procède d'une démarche donnant la priorité à ces quartiers délaissés et périphériques, et à une question symbolique dans les quartiers Nord : celle du devenir du Ray, où l'emplacement de l'ancien stade de l'OGC Nice suscite la convoitise immobilière.

Eco-immobilière, pourrait-on ajouter, tant la qualification d'éco-quoi que ce soit est devenue une marque de fabrique d'un maire UMP, Estrosi, dont on connaît bien les penchants xénophobes et racistes -voir récemment ses propos sur les Roms- mais dont on sait moins les grotesques prétentions écologistes dans l'habillage du bétonnage (l'OIN appelée Eco-vallée) d'une part, et d'autre part l'autoritarisme combiné à la mégalomanie. Deux traits, de même que les penchants racistes, qui rappellent en moins flamboyant l'ancien maire de Nice : Jacques Médecin, dont Estrosi a été l'une des créatures.

Dans ces trois premières réunions, les Alternatifs étaient présents, y compris avec nos camarades qui vivent dans ces quartiers, de même que l'ensemble des composantes locales (PCF, Ensemble, PG) de la liste du Front de Gauche, mais aussi une partie des colistiers et des colistières non-membres du PCF, du PG ou des composantes organisées d'Ensemble (Alternatifs, FASE, GA, GU).

A noter que ces colistiers et colistières composeront plus du tiers de la liste : c'est la troisième originalité de la liste « L'Humain d'abord », après la première que constitue cette liste en elle-même dans l'histoire de la ville (le PCF avait toujours jusque-là choisi l'alliance avec le PS au premier tour) et la seconde qu'a été le choix participatif de son intitulé (« L'Humain d'abord ») par les participant-e-s aux Assises citoyennes de novembre 2013.

Cette campagne électorale a été dopée par la réussite du meeting du Front de Gauche, le 24 janvier, dans lequel sont intervenus, dans la salle comble et enthousiaste du théâtre de l'Ariane, Arthur Leduc -dont le choix de numéro 3 de la liste relève d'une volonté des Alternatifs de renouveler et rajeunir notre représentation- et Alima Boumedienne-Théry pour Ensemble, Roseline Grac et JL Mélenchon pour le PG et Bob Injey pour le PCF, à la fois comme tête de liste et responsable national du PCF.

La semaine suivante, une nouvelle réunion publique a permis la présentation du programme municipal, résultat d'une écriture collective de plusieurs semaines. Ce programme prend la parti de l'internationalisme et de l'altermondialisme de manière originale, et fait une place importante à l'écologie et aux droits des femmes aux côtés des thèmes plus classiques tels que le logement, la démocratie ou les questions sociales et éducatives.

Les semaines qui viennent seront l'occasion de nouvelles réunions de quartier et d'initiatives thématiques, notamment sur le thème du droit à la tranquillité. Combinées au travail de terrain en continu, elles devraient aussi permettre une bonne couverture médiatique locale, comme c'est déjà le cas.

Alors que la liste NICEA (dont 4 membres figurent dans les 15 premiers noms de la liste), soutenue par les Alternatifs et la LCR, avait obtenu un résultat modeste (2%) en 2008 et qu'aux législatives de 2012, les résultats cumulés des candidatures du Front de Gauche et de la Gauche alternative oscillaient selon les trois circonscriptions locales entre 4,5% et 6%, les premiers sondages ont accordé d'abord 6% puis plus récemment 7% à la liste « L'Humain d'abord ». C'est un encouragement pour la suite, avec en ligne de mire le résultat de Mélenchon à Nice aux présidentielles de 2012 (9%). Et vu la qualité, l'ouverture citoyenne et le caractère réellement unitaire de cette campagne, on ne voit pas pourquoi l'objectif d'ancrer une gauche authentique et rassemblée dans cette ville -si difficile pour la gauche- ne serait pas atteint, au-delà du résultat de cette élection. ■

Bruno DELLA SUDDA

# La victoire est possible !

François Hollande a été élu en mai 2012 avec le slogan : « *le changement c'est maintenant* ». Force est de constater que rien n'a bougé, en particulier pour les collectivités locales. Le choix de l'austérité est maintenu et même aggravé, il assèche les ressources des communes et des intercommunalités. L'État transfère de plus en plus de charges sur les collectivités qui font face à un chômage de masse et à la précarité de leurs habitants.

À Grenoble, le choix de la majorité sortante PS depuis 3 mandats s'est souvent tourné vers les politiques de prestige (grand stade, projet de rocade Nord,...) et des projets de densification trop forte laissant la part belle aux promoteurs.

Ces grands projets avec la participation financière du privé sont depuis longtemps combattus par le groupe des élus ADES (association locale), EELV et Alternatifs dans l'opposition depuis 2008.

Les Alternatifs ont toujours eu au moins un élu dans la majorité de 1995 à 2008, puis dans l'opposition de 2008 à 2014 avec Gilles Kuntz, qui a aussi représenté le groupe des élus à l'agglomération.

Le bilan concret est important : participation à la réhabilitation du quartier Teisseire, création du CREG<sup>1</sup> en 1999, campagnes pour le droit de vote des étrangers... Nous avons aussi participé aux mobilisations contre le grand stade, la rocade nord, les grands projets immobiliers. Nous avons été très présents dans la lutte contre le racisme et le soutien aux étrangers sans droits.

Depuis des mois, les Alternatifs participent à un large rassemblement ouvert à tous les habitants qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche, de l'écologie et de la citoyenneté. Ce rassemblement est composé du Réseau Citoyen, de l'ADES, de EELV, des Alternatifs, du Parti de Gauche et de la GA. Les chances de passer au premier tour devant la liste sortante conduite par le PS avec le PCF sont réelles.

Grenoble a besoin d'une nouvelle majorité innovante.

Grenoble doit rompre avec les pratiques politiques actuelles éloignées de la vie quotidienne des habitants et cette ville doit s'émanciper des nombreux lobbies privés dans ses politiques publiques. Ce rassemblement combat les mauvaises solutions de la droite disqualifiée par le retour d'A. Carignon, l'ancien maire corrompu à nouveau candidat sur la liste UMP-UDI.

**Cette campagne « Grenoble une ville pour tous » revendique une ville au service des habitants-es qui assure l'égalité des droits et qui refuse les politiques d'austérité.**

Ce rassemblement se veut une démocratie active pour co-construire les projets avec les habitants-tes, développer les budgets participatifs, créer des comités d'usagers dans les services publics, mettre en avant l'éducation populaire. Nous voulons limiter le cumul des mandats, baisser les indemnités des élus, démocratiser le fonctionnement de l'intercommunalité, surtout avec la métropole imposée en 2015.

Ce rassemblement propose de créer un bouclier social et écologique en développant l'économie sociale et solidaire, en favorisant la création d'emplois utiles et non délocalisables, en réimplantant des commerces de proximité.

Il veut redonner du pouvoir d'achat en pratiquant des tarifications solidaires allant jusqu'à la gratuité. Nous proposons de libérer les services publics locaux des ingérences et des intérêts privés. Le retour de l'eau au sein du service public obtenu à Grenoble est à ce titre exemplaire.

Nous sommes pour une ville à taille humaine, avec la remise à plat de tous les grands projets d'urbanisme de prestige. Nous sommes pour la création de logements sociaux, pour le développement de transports en commun gratuits, pour favoriser les alternatives à la voiture avec la création d'un service public du vélo.

Les Alternatifs se retrouvent dans les valeurs et la dynamique du rassemblement. Nous défendons au sein la lutte pour l'égalité des droits avec plus de justice sociale dans les quartiers populaires.

Les Alternatifs jouent un rôle important dans ce rassemblement, c'est une chance historique de construire véritablement une ville pour toutes et tous. ■

**Bernard MACRET,**  
Candidat en 5<sup>e</sup> place sur la liste  
« Grenoble, une ville pour tous ».

1. Conseil des Résidents des Etrangers de Grenoble



# UN RAPIDE ETAT DES LIEUX DES LISTES FRONT DE GAUCHE ... OU PAS

**M**aintenant que les « périmètres » des listes municipales sont bouclés, on peut faire un rapide bilan de la présence ou non du Front de Gauche à ces élections.

Si on ne prend que les 15 plus grosses communes de l'agglomération, qui totalisent 1 040 000 hab (soit près de 75 % de la population du Grand Lyon), le Front de Gauche en tant que tel, avec toutes ses composantes, sera

présent dans 6 communes dont Lyon (représentant 44% de la population). Si on ajoute le cas particulier de Villeurbanne (accord EELV- composantes du Front de Gauche hors PC), et les villes où des listes à direction PCF sont présentes, ce sont 9 communes représentant 60% de la population du Grand Lyon où il sera possible d'exprimer un vote d'alternative à gauche ... ■

# ENSEMBLE!

PREMIERE REUNION PUBLIQUE D'ENSEMBLE ! A LYON

**C'**était certainement un pari difficile : organiser une première réunion publique marquant le lancement de notre mouvement, en pleine période où l'attention est focalisée sur les municipales ... Mais nous l'avons tenté, ce 31 janvier au Palais de la mutualité de Lyon.

Il s'agissait, au delà de toutes les réunions internes que nous avons tenues, de passer à un nouveau stade, celui d'une visibilité publique sur l'agglomération lyonnaise, où notre mouvement peut d'ores et déjà s'appuyer sur un réseau d'une centaine de militants, à la fois des adhérents des diverses composantes (Alternatifs, FASE, Gauche Anticapitaliste, Convergence et Alternative, Gauche unitaire 69), et d'autres, militants syndicaux ou associatifs, qui n'en étaient pas membres.

Ce meeting a permis tout d'abord de faire le point sur la création du mouvement au niveau national, sur une histoire locale qui a favorisé ses débuts sur l'agglomération lyonnaise et le Rhône. Dans un deuxième temps, il a permis aussi de s'arrêter sur la question des élections municipales, où les candidats d'Ensemble dans les différentes villes ont pu présenter les enjeux locaux : Armand Creus, tête de liste dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, pour Lyon, Danielle Carasco pour Villeurbanne, Saïd Yahiaoui pour Vaulx-en-Velin, Patrice Bonazzi pour Oullins, Michel Buisson pour Caluire, et Céline Bernardi pour Ecully.

Notre invité national, Francis SITEL, intervenait ensuite pour situer les lourds enjeux de la période, où la crise systémique s'étend, non seulement en Europe mais y compris désormais dans les pays dits émergents, et diffuse dans toute la société sous des formes multiples. En France même, l'alliance gouvernement – MEDEF, avec l'approbation bruyante des classes dirigeantes européennes, recompose en profondeur la société au détriment des salariés. Il s'en suit un grand désarroi, un bouillonnement diffus porteur de dangers (montée des phénomènes de droitisation, possibilité de voir le FN en tête aux européennes ...). Le mouvement ouvrier subit des attaques très dures, on assiste à des reculs idéologiques jamais vus depuis longtemps. Face à une telle régression, l'urgence est de faire émerger une alternative globale. Nous sommes devant des choix de civilisation. Notre tâche est de construire ensemble cette alternative, avec l'outil du Front de gauche, dans les luttes et dans les urnes.

Un débat s'en est suivi, interrogeant la responsabilité qui nous incombe dans le Front de Gauche, les potentiels de mobilisation, etc. Ce n'était peut-être pas un grand succès numérique, mais nous avons acté notre volonté commune de sortir de nos seuls réseaux militants hérités de notre passé pour construire ensemble une force politique qui soit un acteur majeur du Front de Gauche, travaillant à cette alternative globale qui était au centre du débat ce 31 janvier. ■

## LES CONFIGURATIONS DANS LES 15 PLUS GRANDES VILLES DU GRAND LYON

|                  | Population | Liste FDG et partenaires  | Présence d'Ensemble ! sur la liste             |
|------------------|------------|---|--|
| LYON             | 480 000    | « Lyon Citoyenne et Solidaire » (FDG + dissidents ex-PS du GRAM)  | OUI dont tête de liste sur 9 <sup>e</sup> ardt |
| VILLEURBANNE     | 145 000    | Non : PCF avec liste PS ; Liste « Le Rassemblement Citoyen » : EELV + PG, Ensemble, collectif local COVRA | OUI  |
| VENISSIEUX       | 59 000     | Soutien : liste PCF « orthodoxe » avec participation PG, MRC ...  | Non  |
| VAULX-EN-VELIN   | 43 000     | « La Gauche Citoyenne » (PC, PG, Ensemble, partenaires locaux, EELV)                                      | OUI dont 4 en position éligible                |
| ST PRIEST        | 43 000     | Non ; PCF avec PS   | Non  |
| CALUIRE          | 41 000     | « Démocratie et citoyenneté à Caluire » (FDG élargi)  | Oui  |
| BRON             | 39 000     | Non ; PCF avec PS   | Non  |
| RILLIEUX         | 30 000     | Non ; PCF avec PS   | Non  |
| MEYZIEU          | 30 000     | Non ; PCF avec PS   | Non  |
| OULLINS          | 25 000     | « La Gauche Oullinoise » (FDG + dissidents ex-PS du GRAM)   | Oui  |
| DECINES          | 25 000     | « Rassembler pour Décines » (FDG + dissidents PS)   | Non  |
| STE FOY LES LYON | 22 000     | NON   | Non  |
| ST GENIS LAVAL   | 20 000     | NON   | Non  |
| GIVORS           | 19 500     | Liste d'union de la gauche à direction PCF  | Non  |
| ECULLY           | 18 000     | OUI   | OUI  |

## GRANDS TRAVAUX INUTILES ET IMPOSÉS (GTII), LE DOSSIER

# Notre Dame des Landes : la résistance se cultive au présent

Entretien avec Julien Durand, porte-parole de l'ACIPA.

**Depuis 2000, l'ACIPA, Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, informe et organise la mobilisation contre ce grand projet inutile. A quelques jours de la manifestation du 22 février, nous avons rencontré Julien Durand, son porte-parole.**

**Rouge&Vert :** La signature par le Préfet, fin décembre, des quatre décrets sur l'eau, la protection des espèces protégées, la desserte routière et la plateforme aéroportuaire confirme la volonté du gouvernement de passer en force. As-tu le sentiment que nous allons vers un affrontement inexorable ?

**Julien Durand :** A première vue, ce n'est pas à écarter. Mais, je pense que s'ils ont su tirer les leçons de leur opération de 2012, ils devraient hésiter à revenir.

**R&V :** Quelles ont les échéances juridiques qui peuvent encore leur donner une porte de sortie ?

**JD :** C'est d'abord tout ce qui concerne la loi sur l'eau et la destruction des espèces protégées. Ça ne fait que commencer puisque les recours ont été déposés au tribunal administratif de Nantes le 3 février dernier.

On a toujours l'arrêté de cessibilité qu'on avait attaqué en 2011, pendant la tracto-vélo à Paris. Le jugement d'appel vient de passer mardi dernier et le rendu sera prononcé dans un mois. Nous demandons la nomination avec assistance d'un collège d'expertise judiciaire. Si nous sommes déboutés, nous irons devant le Conseil d'Etat. Et ce n'est qu'après la décision du Conseil d'Etat, que la Cour de Cassation, à la demande de Vinci, se saisira du dossier. Rappelons que contrairement à la demande de Vinci, la Cour de Cassation a estimé ne pouvoir juger ce dossier qu'à l'issue des procédures en cours tant devant le tribunal Administratif que le Conseil d'Etat.

En clair, si le PS respecte sa parole po-

litique, tant que la Cour de Cassation ne se sera pas prononcée aucune expulsion de paysans ou d'habitants dans les maisons avec un contrat précaire ne devrait avoir lieu. On peut donc raisonnablement considérer avoir une année tranquille devant nous.

Nous avons, enfin et à nouveau, saisi les instances européennes en leur transmettant les arrêtés préfectoraux.

elle pas à porter un autre regard sur le bocage ? Là encore la mobilisation en cours est une véritable éducation populaire.

**JD :** L'oeil des naturalistes n'est effectivement pas celui des paysans quand ils ont les yeux sur la charrue ! Grâce à leurs travaux, j'ai moi même découvert plein de trucs tant au niveau des plantes que des espèces. On était tellement là depuis tout le temps qu'on ne faisait pas toujours attention. Les travaux des naturalistes ont réussi à radicaliser notre opposition au projet pour que cette richesse ne soit pas détruite. Oui, on est bien là dans une lutte formatrice dans tous les sens.

**R&V :** Peux-tu nous parler de l'organisation locale de la résistance, avec une opposition qui semble chaque jour plus soudée, avec le pilier qu'est l'ACIPA, avec la coordination des opposants, avec le COPAIN (1) qui est un apport considérable à la mobilisation et qui a largement permis de positiver l'apport important qu'a la ZAD ?

**JD :** Je partage la description. J'ai vécu l'ACIPA. J'ai vécu COPAIN(1) car j'ai été paysan et responsable syndical local de la Confédération Paysanne avant d'être à l'ACIPA. Le COPAIN a su élargir l'opposition au projet d'aéroport à d'autres associations du monde agricole, ça a donné une ossature plus large à l'opposition que celle portée

par la seule Confédération paysanne. Il a permis de retrouver un nouveau souffle à la mobilisation au niveau paysan et c'est sans doute ce qui a contraint le pouvoir à reculer.

Ils n'ont pas osé s'attaquer à l'agriculture, au symbole que ça porte. Et nous savons, d'expérience, que lorsque le monde agricole réussit à faire partager ses exigences au point d'en faire une revendication populaire, ça a souvent permis la victoire dans de grands conflits.

Bernard Lambert (2) nous a souvent mis en garde sur le rôle de « versaillais », de briseurs de grève ou de freins à l'évolution de la société qu'ont joué les paysans. Et là, dans la mobilisation contre le projet



**R&V :** La question de la protection des espèces protégées, c'est d'abord pour Vinci ne pas perdre encore un an ?

**JD :** Vrai. Ça se réglera au 30 mars. Après cette date, Vinci ne pourra ni faire des défrichages ni des coupes de bois, il pourra seulement déplacer des arbres morts avec les capricornes jusqu'au mois de mai. Après il faudra attendre juillet. D'ores et déjà, Vinci est en retard pour le déplacement annoncé de plusieurs espèces.

**R&V :** L'action des naturalistes, outre qu'elle complique singulièrement le lancement des travaux, ne vous amène-t-

d'aéroport, on retrouve ce qu'a semé Bernard, avec une nouvelle génération. Et cela marquera pour les générations qui vont venir.

**R&V:** La résistance au projet d'aéroport n'est-elle pas d'abord, surtout, une lutte paysanne pour la terre ?

**JD :** Au départ oui. Mais il ne faut pas oublier que le monde paysan a diminué en audience et que les victoires pour la terre ne peuvent être obtenues qu'avec l'appui de toute une frange de la société qui adhère à ce projet. Nous sommes bien dans une opposition à l'agriculture capitaliste et productiviste, pour une agriculture paysanne.

**R&V:** N'empêche que dans cette mobilisation, la Conf' a une place centrale, tant nationalement que localement, notamment avec le COPAIN pour renforcer ce front contre l'aéroport ?

**JD :** Je dirai que la Confédération Paysanne joue avec le COPAIN le même rôle que l'ACIPA avec la coordination. L'opposition à l'aéroport c'est un mouvement pour conserver la terre, pour une agriculture proche des consommateurs. Si on veut faire avancer les idées pour une agriculture paysanne, il faut mobiliser la société, quitter le corporatisme pour se faire aider par des gens qui adhèrent à nos idées. C'est ce qu'on fait.

**R&V:** Le rôle du COPAIN, avec l'occupation de la ferme de Bellevue, n'a-t-il pas facilité une unité stratégique parfois difficile avec la ZAD ?

**JD :** L'essentiel, ici, c'est l'utilisation du sol, de la terre et COPAIN est légitime plus que n'importe qui pour mener le dialogue avec la ZAD, notamment avec celles et ceux qui ont des projets pour l'occupation du terrain. Oui, là, le pilier est solide. On a semé ensemble, on récoltera ensemble.

**R&V:** Comment la population de Notre Dame des Landes réussit-elle à résister au rouleau compresseur des pro-aéroports ? L'opposition s'est-elle solidifiée ?

**JD :** Avoir subi deux années d'enquêtes publiques n'a pas été simple. Ça a été dur dans le bourg ! Et la lassitude est grande, avec, ne le cachons pas, chez plusieurs un rejet de la ZAD. Mais depuis la chaîne humaine, ça a largement changé, positivement, et la défiance qui a pu exister un temps vis à vis de nous a disparu. Notre Dame des Landes est aussi devenue une commune dortoir, avec une

nouvelle population. On a donc, en septembre, refait une réunion à Notre Dame des Landes, entre nous. Et depuis on constate qu'à nouveau le nombre d'auto-collants grandit, et que des jeunes, nouveaux dans la commune, nous rejoignent et nous donnent un coup de main.

**R&V:** Quels sont, pour toi, les enjeux de la manifestation du 22 février prochain ?

**JD :** Cette manifestation, on en a lancé l'idée à une dizaine, paysans, militants de l'ACIPA, du COPAIN et de la ZAD, réunie à la Vacherie. La date a été choisie en fonction de celle des municipales et des risques d'intervention policière. Et l'idée a été reprise par la coordination des opposants.

La réunion des comités de soutien, avec plus de 200 présents, a permis de mesurer le développement national du mouvement de solidarité et l'effort de communication qui a été fait. Les nombreuses réunions que nous faisons à l'extérieur font salle pleine.

A l'évidence, il se passe quelque chose.

**R&V:** Mustière, président des Ailes de l'Ouest, la pseudo association pro-aéroport piloté par MEDEF/ PS/UMP annonce aujourd'hui dans Ouest-France que même s'il y a 20 000 manifestants le 22, ça ne changera rien.

**JD :** 20 000. Il met quand même la barre haut !

C'est aussi la preuve qu'ils se raidissent parce qu'ils ont la trouille. On est à la veille d'une possible intervention policière, on relèvera le défi.

Electoralement, qu'est-ce qu'il pourrait y avoir de mieux pour la mobilisation ?

**R&V:** Demandes-tu la démission d'Ayrault ?

**JD :** Le départ d'Ayrault, j'y crois pas. Aux copains de la coordination, j'ai toujours dit qu'Ayrault en haut, c'est notre meilleur panneau publicitaire pour la lutte de Notre Dame des Landes. Premier Ministre, il a emmené son boulet avec lui. S'il tombe, peut-être que son boulet tombera avec lui.

Côté politique, je suis en colère contre les loustics comme Auxiette (président PS de la Région) et l'UMP qui, quand on les interroge dans les réunions publiques, ne cessent de dire que la question de l'aéroport n'est pas le sujet de la réunion, mais, dès qu'ils sont élus, ils affirment que leur élection a plébiscité le projet.

Un accroc juridique pourrait être l'occasion pour des politiques intelligents de dire : le dossier est mal ficelé, il n'y a pas

accord, il n'est pas possible d'aller sur le terrain, on arrête. Il nous faut donc continuer d'articuler la bataille juridique, mobilisation et interpellation des politiques pour qu'ils renoncent à ce qui est d'abord un projet d'Etat.

**R&V:** Interrogé par Ouest-France, tu as eu des mots très forts sur les conséquences qu'aurait une intervention policière ?

**JD :** Je sens que beaucoup de monde est prêt à réagir, localement bien sûr où la mobilisation ne faiblit pas, mais aussi de plus en plus largement.

Dans les réunions extérieures je sens que cette envie de ne pas laisser faire s'articule avec le ras l'bol de ce qui nous tombe sur la tête, la crise économique, l'austérité. Le chantier de Notre Dame cristallise tout le monde. C'est notre force.

L'expulsion des paysans et des habitants et le commencement des travaux sonneraient la voie de l'affrontement et il y aurait du monde partout. Nous ne le souhaitons pas mais nous y sommes prêts.

**R&V:** Vous avez réussi quelque chose d'extraordinaire en faisant travailler ensemble des gens d'horizons, d'histoire et de cultures différentes qui n'en n'avaient pas l'habitude. Toi, qui es au premier rang, comment vis-tu ça ?

**JD :** Je vous renverrai simplement à la conclusion du débat public de 2013 où Bergougnoux, le président de la Commission du débat public, concluait son rapport en indiquant qu'il constatait « un fort relent d'altermondialisme ». C'est d'ailleurs la seule chose que j'ai retenu de son rapport et qui m'a fait le plus plaisir. Bien sûr, dans la mobilisation, parfois ça brasse, nous et vous ça a brassé, comme ça brasse parfois avec la ZAD, mais on avance. Il avait raison le Bergougnoux, la résistance ça se cultive au présent. Reste qu'aujourd'hui rien n'est gagné. Et que l'année qui commence s'annonce sans doute décisive. ■

**Propos recueillis par  
Philippe CHAMPIGNY,  
Rémy QUERBOUET  
et François PRÉNEAU**

1 - Le COPAIN 44, Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles Indignées par le projet d'Aéroport, a été constitué en avril 2011. Outre la Confédération Paysanne, il regroupe le Centres d'Initiatives et de Valorisation de l'Agriculture et du Milieu rural Civam44, Terroir 44, Accueil Paysan, Groupement des Agriculteurs Biologiques GAB44, et Manger Bio 44.

2 - Syndicaliste paysan en Loire Atlantique, Bernard Lambert a été l'initiative de la constitution des Paysans Travailleurs qui ont largement contribué à la naissance, en 1987, de la Confédération paysanne.



# Lyon Turin Ferroviaire : Un grand projet inutile franco-italien !

## Le projet

### Objectifs initiaux :

Partant de la situation de 1995 avec un trafic de marchandises pour les Alpes du Nord Franco-Italiennes de 34 millions de tonnes /an dont 25 pour la route, les projections de croissance du fret route et rail prévoyaient :

-de passer à 70 MT d'ici 20 ans et à 80MT d'ici 30 ans. La réalisation du Lyon-Turin, permettrait de transférer à terme près d'1 million de poids lourds sur le train.

-maintenir le trafic routier de marchandises à son niveau de 1995 (25 millions de tonnes par an) et faire porter la capacité sur rail à 60 millions de T de marchandises par an dont 16 sur la ligne historique (6 fois plus qu'alors) .

-Transporter 8 Millions de voyageurs/an.

### Rappel Historique :

**La naissance du projet Lyon-Turin** remonte à 25 ans. Il est issu du « *schéma directeur des liaisons ferroviaires à grande vitesse* » approuvé en décembre 1990 par le Conseil des Ministres de la Communauté Européenne. Il faut se rappeler qu'il y a 25 ans avec l'ouverture du tunnel sous la Manche, les élus savoyards rêvaient d'un TGV entre Londres et les stations de Tarentaise. Dès lors se sont créées de nombreuses associations opposées au TGV pour l'impact environnemental et les nuisances de proximité attendues sans oublier l'impact sur le foncier. Ce projet s'inscrit dans une perspective de développement des productions et d'échanges de marchandises doublé d'un réseau voyageurs G.V. à travers l'Europe dans le cadre du corridor européen n° 5 Lisbonne – Kiev.

**Pour les Alternatifs Il répond aux exigences de l'économie capitaliste productiviste avec le juste à temps, les délocalisations des productions, provoquant le dumping social et la concurrence entre les peuples.**

## Quelques repères :

- **décembre 1996** La SNCF rappelle dans le dossier de présentation générale de décembre 1996 que « les études préliminaires » ont été engagées en 1991 et 1992 par la SNCF sur la section Lyon-Montméliant et étendues jusqu'à l'entrée du futur tunnel transalpin.

DUP laissant la majorité des savoyards au mieux indifférents au pire satisfaits

-**18 décembre 2007** Signature du décret d'utilité publique par le Premier ministre français pour la partie française de la section transfrontalière du Lyon-Turin.

-**Janvier 2012** enquête publique pour le Lyon Turin pour la partie française entre Lyon et St Jean de Maurienne

-**Le 23 août 2013** publication au journal officiel du décret, signé par Jean Marc Ayrault, déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation de l'itinéraire d'accès au tunnel franco-italien de la liaison ferroviaire Lyon-Turin.

**Un gouvernement à l'écoute du puissant lobby des travaux publics mais aveugle face à la réalité !**

Le gouvernement, sous la pression de l'association « la transalpine » qui regroupe le puissant lobby des travaux publics, élus et technocrates, n'entend ni les recommandations de la Cour des comptes qui dénonce un « pilotage qui ne répond pas aux exigences de rigueur nécessaires » ni

les alternatives consistant à améliorer la ligne existante. Il reste aveugle face à la réalité actuelle des transports de marchandises à travers les Alpes du nord franco-italien qui diminuent depuis 10 ans en dessous des 25Mt/an dont 4Mt/an par le rail alors que le projet de la ligne nouvelle est dimensionné pour 40Mt/an auxquels s'ajoute les 17Mt/an de la ligne historique récemment rénovée

**Un projet entaché de conflits d'intérêt et de mensonges**

Des conflits d'intérêt de la part de commissaires enquêteurs pourtant soumis au code d'éthique et de déontologie des membres de la Compagnie



-En 1997

le Ministère des Transports, face à la forte progression du trafic de poids lourds **décide d'intégrer un volet de fret.**

-**Juin 2006** enquête publique pour le Lyon Turin de St Jean de Maurienne à la frontière franco-italienne suivi d'une

Logo italien de la campagne. Cet autocollant NO TAV (TAV : Treno ad Alta Velocità, TGV) est accompagné du slogan «*Nous défendons le futur*»



Nationale des Commissaires Enquêteurs. Parmi les commissaires enquêteurs, on trouve le frère d'une société de BTP intéressée par le projet.

### Un projet destructeur d'espaces naturels, de terres agricoles et de qualité de vie

La réalisation des deux phases de travaux présentés à l'enquête publique (ligne mixte Lyon - Chambéry et premier tube des Tunnels Chartreuse, Belledonne, Glandon) soit 86km de tunnels, va générer 19 millions de m3 de déblais auxquels il faut ajouter les déblais de la troisième phase pour le deuxième tube. En outre il nécessitera 59 ouvrages d'art courant, et 6 viaducs.

L'ensemble de la réalisation du Lyon Turin produira 50 millions de m3 de déblais provenant des 150km de tunnels bitubes soit l'équivalent de 19 pyramides de Kheops qu'il faudra déplacer, traiter, stocker.

### Des nuisances avant même l'engagement des travaux de construction

A Modane / Villarodin-Bourget, le creusement de la descenderie de reconnaissance jusqu'en 2007 a déjà confisqué les sources d'eau potable alimentant le village, et créé des lézardes dans les murs des maisons.

A Chambéry le quartier de La Cassine dédié aux infrastructures du LT (gare internationale, gare routière, parking, centre d'affaire, a déjà subi de lourds préjudices (destruction d'habitations, de jardins familiaux...) alors que le projet en est encore aux études pour un cout de près de 1 MdE !

### Résistance populaire contre le projet pharaonique !

D'une simple formalité pour

# ILE DE FRANCE : UN SURPLUS DE

**Q**uatre critères caractérisent les GPII : gigantisme (en taille et coût), empreinte écologique, casse sociale et territoriale (« inutilité » pour les besoins des populations), caractère non démocratique de la décision.

En Ile-de-France, région la plus riche d'Europe et une des plus inégalitaires, avec une métropole parmi les plus denses du monde, ces caractéristiques sont aggravées. Les projets emblématiques qui suivent - sur la trentaine de GPII épinglés par la COSTIF<sup>1</sup> - le démontrent.

### Un contexte politique qui pousse à la démesure

Le modèle jacobin français faisant de la capitale une région hydrocéphale s'est singulièrement renforcé sous la période Sarkozy, par la promotion d'un « Grand Paris » mégalo encourageant la course au gigantisme. Afin que la métropole garde son statut de « ville-monde » et « joue dans la cour des grands », de peur d'être distancée par Londres, Tokyo, New York ou Shanghai... L'ambition présidentielle a ainsi ouvert la boîte de Pandore des egos des dirigeants politiques, instaurant un régime d'exception francilien - les « CDT » (Contrats de Développement Territorial) - négociés directe-

ment entre l'État et le local. Un tour de magie qui a fait miroiter aux territoires une relation directe abolissant les lourdeurs administratives : en évacuant les niveaux de pouvoir intermédiaires, on « allégeait le mille-feuilles » pour libérer les énergies créatrices. La mise à l'écart de la région, dans sa fonction de garant d'une cohérence territoriale d'ensemble, supprimait les garde-fous qui tempéraient les ambitions locales.

Cette illusion de liberté a suscité une prolifération débridée de projets (pas moins de 650), plus délirants les uns que les autres... Surdimensionnés, sans cohérence avec les territoires voisins, règne désormais une concurrence effrénée entre sites, les doublons côtoyant les délaissés... dans un gâchis de ressources financières et humaines, de terres agricoles sacrifiées, d'accroissement record de flux de transports et de pollutions...

En témoigne le bassin de Roissy rebaptisé pour la circonstance « **Grand Roissy** » : deux grands stades de 20.000 places distants d'une dizaine de kms : **le Dôme à Sarcelles<sup>2</sup>, le Colisée à Tremblay-en-France**. Mais surtout deux centres commerciaux géants portés par Auchan : **Aéroville**, fraîchement inauguré sur l'aéroport (80.000 m2, 200 boutiques, un multi-

les promoteurs du Lyon-Turin, l'enquête publique s'est transformée en débat populaire. A la Motte Servolex, Chapareillan, Vérel-de-Monbel, Chimilin, Les



Molettes, Chambéry..., Partout sur le projet du tracé de la nouvelle ligne, les habitants se sont mobilisés en découvrant le vrai visage du Lyon-Turin :

le « non au Lyon-Turin » s'affirme, le pseudo consensus pro Lyon-Turin se fissure. Des municipalités organisent, parfois en lien avec les associations locales, des réunions ou sont adoptées des motions d'opposition aux priorités proposées par RFF, ou carrément au projet lui-même. Le collectif No Tav de Savoie soutenu par les Alternatifs, le

### Pour en savoir plus sur les luttes et la répression en Savoie et en Val de Suse :

- Coordination des opposants au Lyon-Turin : [lacoordinationcontrel lyon-turin.overblog.com](http://lacoordinationcontrel lyon-turin.overblog.com)
- No-TAV Savoie à Chambéry : <http://notav-savoie.blogspot.fr/>
- Voir les dates clés du Lyon Turin [www.ltf-sas.com/pages/articles.php?art\\_id=23](http://www.ltf-sas.com/pages/articles.php?art_id=23)

# GRANDITUDE FUTILE

plexe) empile les pièges à chalands : « dining experience », polysensorialité, double-vitrines de 8 mètres, service 4 étoiles<sup>3</sup>... A 2 km de là, le projet **Europa city** à Gonesse se veut « le plus grand centre de commerces et loisirs du monde » (450.000 m<sup>2</sup>, 500 boutiques de luxe, plage de sable fin et piste de ski « indoor »...)

## Des emplois en surnombre, « inutiles » à la population

Le sol francilien se hérissé de gratte-ciels, dans un contexte régional où la vacance de bureaux atteint 3,8 millions de m<sup>2</sup> en 2013... Dans le 15<sup>e</sup> arrondissement - le plus gros pôle d'activités parisien avec 165.000 emplois - une pyramide géante de 180 m, la « **tour Triangle** » promue par Unibail vient casser l'équilibre urbain. 88.000 m<sup>2</sup> devraient accueillir bureaux, salles de congrès, commerces sur rue, atrium et restaurant panoramique. On peut craindre qu'un tel édifice - 5000 actifs escomptés - n'accélère l'attraction



La future « tour Triangle » ...

du 15<sup>ème</sup> qui n'emploie que 48% de parisiens (50.500 de ses résidents et 28.000 d'autres arrondissements), mais siphonne 82.400 banlieusards dont seulement 17% dans le faisceau sud-est de relative proximité...

Cette prolifération de tours est poussée à son paroxysme à la Défense avec le **Pretorium** toujours vide au bout de 3 ans, la tour Granite de la Société Générale délaissée dès son achèvement, la tour Dexia abandonnée avec la faillite de l'entreprise... Ces locaux vides n'ont pourtant pas stoppé le chantier de la **Tour Majunga** et l'éclosion du projet faussement bucolique de... « **Rose de Cherbourg** », 220 m de haut et 80.000 m<sup>2</sup> par Jean Nouvel<sup>4</sup>. Mais question d'aquoiboniste : pourquoi continuer à bétonner un site saturé qui possède déjà 18 fois plus d'emplois que d'actifs et génère 700.000 flux croisés de main-d'œuvre aux heures de pointe ?

## Un gâchis de ressources financières et écologiques....

Le GPII francilien le plus connu est le **plateau de Saclay**, devant accueillir une population nouvelle de 100 000 habitants. Car il s'agit d'attirer

ici la fine fleur des cerveaux français et leurs collaborateurs, rassemblés en un gigantesque « cluster », basé sur l'hypothèse - fort discutable à l'ère du numérique - qu'en favorisant la rencontre<sup>5</sup> entre un polytechnicien et un diplômé d'HEC, la proximité des chercheurs allait faire pleuvoir des fertilisations croisées de prix Nobel et autres médailles Fields. En faisant l'impasse sur le sacrifice d'excellentes terres agricoles et les coûts faramineux de l'opération : le seul transfert de l'Ecole Centrale de Châtenay-Malabry requiert 200 M€, condamnant au passage une résidence universitaire à la friche, alors qu'un directeur de labo de l'université d'Orsay déclarait « pleurer pour un rouleau de scotch ».

De même, les délires mégalomaniaques ont gagné les milieux sportifs : « l'effet *Grand stade* » de Saint-Denis fait des émules. La Fédération Française de Rugby projette son propre stade de 80.000 places à Ris-Orangis près d'Évry. Comme si un deuxième équipement de la taille de Saint-Denis se justifiait pour... 19 événements sportifs par an ! Et pourquoi implanter du rugby dans notre région, alors que cette pratique est bien plus développée à Toulouse ou Montpellier ?

Autant les promesses d'emplois pa-

...

NPA, la FA, Sud éducation à lui-même organisé des réunions publiques seul ou avec la FRAPNA ou encore ATTAC et une manif devant la direction SNCF. Il a participé pratiquement à toutes les réunions de RFF et apporté son analyse et appelé à la mobilisation contre ce projet pharaonique inutile, dangereux et coûteux.

L'opposition s'est structurée au sein d'une coordination régionale en contact avec les No Tav du Val de Susse qui de Lyon jusqu'en Maurienne et Grenoble rassemble les collectifs locaux



- Un recours au Conseil d'Etat déposé en janvier 2014 par plus d'un millier de personnes demande l'annulation de l'enquête publique et de la déclaration d'utilité publique publiée le 23 août

dernier relatives au tronçon entre Lyon et Saint-Jean-de-Maurienne, en pointant de graves irrégularités dont un nouveau soupçon de conflit d'intérêts

Une plainte contre X pour « pratiques douteuses ». Elle porte sur l'appel d'offres publié en décembre 2012 par Lyon Turin Ferroviaire (LTF), la société franco-italienne qui gère le projet, et est relative à la galerie de reconnaissance de 9 km qui doit être bientôt creusée.

Une évaluation interne de 450 M€ a été divulguée par la presse huit mois avant le lancement officiel de l'appel d'offres. ■

raissent surévaluées, autant les coûts financiers sont sous-estimés. Pourtant, une récente étude de l'IAU interpelle sur les risques de bulle commerciale<sup>6</sup>. Mais rien n'arrête l'appétit des investisseurs pour les mégacentres, où les prix des loyers ont bondi de 7 % en 2013, alors que les hypers classiques souffrent du désamour croissant des clients (-1,7%). Les gains grimpent avec la démesure ! À peine construite, la pépite **Beaugrenelle** est déjà en vente : le fonds chinois Safe candidaterait pour la modique somme de 700 M€ ?

### Quant à l'empreinte écologique, elle est catastrophique mais non prise en compte.

Tandis que l'Île-de-France produit moins de 10% de son alimentation, on bétonne des sols d'une fertilité exceptionnelle, un patrimoine millénaire de terres qui ont donné leur nom à la nation.

Les grands projets contribuent à aggraver les écarts de richesses entre territoires, émettant encore davantage la fragile gouvernance francilienne. Ces GPII soit-disant « inutiles » nuisent gravement à la solidarité et la coopération spatiales. Des « leurres » de concertation sont organisés, qui cachent difficilement la négation de la prise en compte des besoins réels des habitants, favorisant la dangereuse fructification du sentiment d'abandon et de haine de l'autre. ■

**Jacqueline LORTHOIS,**  
membre de la **COSTIF**  
([www.costif.parla.fr](http://www.costif.parla.fr))  
et du **Collectif pour**  
**le Triangle de Gonesse**  
(<http://voe95.fr/cptg>)

1. Coordination d'Île de France regroupant des collectifs citoyens opposés aux GPII

2. « Une grande salle emblématique pour accueillir des événements d'envergure » promet le promoteur.

3. [www.businessimmo.com/contents/36676/](http://www.businessimmo.com/contents/36676/)

4. Nous avons échappé in extremis à la Tour sans fin, puis la tour Phare...

5. Ce que Christian Blanc, Secrétaire d'Etat du Grand Paris appelait l'« effet cafétéria ».

6. IAU, Surproduction de surfaces commerciales, bulle immobilière, in Note rapide n°635, Déc. 2013

# Grands projets... inutiles et

Il est de bon ton aujourd'hui de critiquer tous les « *grands projets* », notamment d'infrastructures. Tous ces « *grands projets* », qualifiés d'« *inutiles* » sont mis dans le même sac, sans recul et sans analyse sérieuse. On a affaire à un nouveau lieu commun, à une nouvelle pensée unique et une nouvelle langue de bois. On ne voit que béton, Bouygues, Eiffage et Vinci. Et l'on confond allègrement le projet et son réalisateur qui, dans notre monde ultra-libéral, tire des bénéfices confortables de son implication dans ces projets, bénéfices d'autant plus élevés que ces sociétés capitalistes ont un rôle de plus en plus important, non seulement dans la réalisation, mais aussi dans la conception et le financement des dits « *grands projets* » grâce aux fameux PPP, partenariats public-privé, dans lesquels l'État, et donc les impôts -ceux que vous et moi payons, sert de vache à lait aux grands groupes privés du BTP ! Il convient donc de bien séparer ces « *grands projets* » sur lesquels une réflexion critique doit s'exercer, de leur réalisation qui ne doit en aucun cas continuer sous la forme des PPP, bien trop budgétivores.

La mobilité est consubstantielle à l'homme. Longtemps contrainte par des moyens peu performants dont le principal était la marche à pied, elle a été très largement favorisée depuis deux siècles par la mise au point de moyens mécaniques de plus en plus efficaces : chemin de fer, voiture, avion. Ces trois moyens de transport sont à la fois complémentaires et concurrents. En tant qu'Alternatifs, il me semble que, pour les transports de personnes, nous devons tenter de faire diminuer les déplacements contraints (notamment en réduisant les déplacements domicile travail par une meilleure adéquation domicile/lieu de travail) et privilégier les transports collectifs et ceux qui ont l'empreinte écologique la plus faible, c'est-à-dire le chemin de fer, sous ses trois formes (chemin de fer classique, métro, tramway). L'avion doit être réservé pour les longues distances, notamment les relations intercontinentales, la voiture individuelle pour les courtes distances et les zones où n'existent pas de réseaux de transport collectif. Il ressort donc de ces principes que nous devons prioritairement lutter contre les projets aéroportuaires et autoroutiers et soutenir les projets ferroviaires. Mais cela n'est pas si simple...

La question la plus consensuelle est

sans doute celle des aéroports. La France est le pays de l'UE qui a le plus grand nombre d'aéroports... dont bon nombre n'existeraient plus sans un soutien sans faille des chambres consulaires et des collectivités territoriales. Il y a trop d'aéroports en France et les finances publiques qui y sont consacrées devraient être réorientées vers les transports collectifs, en particulier ferrés. Et l'on continue à projeter la construction de nouveaux aéroports :

Le projet de Toulouse-Fronsac ne semble plus être d'actualité, mais il peut revenir, en particulier si la création d'une LGV ou l'amélioration significative de la voie ferrée Bordeaux-Toulouse n'est pas réalisée.

En revanche le projet de Notre-Dame des Landes n'est toujours pas abrogé, malgré une lutte exemplaire (cf pages précédentes).

Par ailleurs, de nombreux aéroports à très faible trafic ou faisant doublon devraient être fermés : on peut citer par exemple les aéroports de Dijon-Longvic et Dole-Tavaux distants de moins de 50 km, l'un des deux devrait disparaître à court terme. Et l'on peut aussi se poser la question pour un autre doublon, même si les trafics y sont beaucoup plus importants : les aéroports de Pau et Tarbes sont aussi séparés par moins de 50 km.

La question routière/autoroutière ne me semble pas poser de problèmes insurmontables au sein des Alternatifs. Le territoire est maintenant couvert d'un réseau autoroutier suffisant, voire plus que suffisant ainsi qu'en témoignent certaines autoroutes si peu utilisées que les collectivités locales, qui ont poussé à leur réalisation pour le plus grand profit des bétonneurs, sont obligées, contractuellement, de subventionner les sociétés privées concessionnaires quand un trafic minimal n'est pas atteint : c'est le cas de l'autoroute A65 Langon-Pau. Et que croyez-vous que préconise le fameux rapport *Mobilité 21* de juin dernier, dit *Rapport Duran* ? Continuer le développement du réseau autoroutier : doublement des autoroutes Lyon-Saint Étienne (A45) et Nancy-Metz-Thionville (A31 bis), contournements autoroutiers de Lyon, Rouen, Strasbourg, élargissement à 2 fois deux voies de la RCEA (route Centre Europe-Atlantique) et privatisation dans la traversée de l'Allier (avec le soutien du Conseil général, à majorité communiste !)...

Ces projets qui concernent pour la plupart des régions déjà très urbanisées

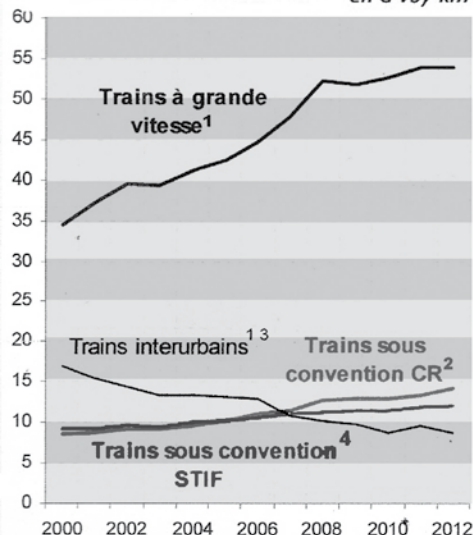
# grands projets... utiles

sont en contradiction complète avec le développement des transports collectifs et la réduction de la production de gaz à effet de serre. **Ce sont de grands projets inutiles qui doivent être combattus**, comme l'est le projet d'autoroute Toulouse-Castres auquel s'opposent nos camarades de Midi-Pyrénées.

La question ferroviaire est autrement complexe (même sans parler des transports intra-urbains pour lesquels le développement des métros -dans les agglomérations millionnaires- et celui des tramways -dans les plus petites- me paraît indispensable) : les mêmes infrastructures sont utilisées pour les transports de la vie quotidienne (TER, RER) et les transports à moyenne et longue distance (TGV et trains inter-urbains), sans compter les trains de marchandises (qui ne sont pas l'objet de ce texte).

Il faut d'abord rappeler que le transport de voyageurs par fer occupe une place non négligeable, au second rang en Europe, derrière la Deutsche Bahn et que ce trafic est en croissance plus rapide que le trafic routier depuis le début du siècle (+2,3%/an entre 2001 et 2011, source : Commissariat général au développement durable, juillet 2013). En 2012, ce trafic se montait à plus de 89 milliards de voyageurs-km dont 54 pour les TGV, 14 pour les TER, 12 pour le Transilien et à peine 9 pour les trains inter-urbains.

Transport ferroviaire de voyageurs  
en G voy-km



Source : SOeS - ensemble des opérateurs ferroviaires

(1) Y compris trains internationaux

(2) Conseils régionaux (hors Ile-de-France)

(3) Sous convention Etat et non conventionnés, hors trains à grande vitesse

(4) Y compris le RER hors RATP

En nombre de voyageurs, la répartition est évidemment totalement différente : sur 1,6 milliard de voyageurs transportés annuellement par le train, près de 1,2 milliard l'est sur le réseau Ile-de-France, environ 300 millions par les TER et une centaine de millions par les TGV. Les deux moteurs de cette croissance sont les TER (+ 4,3%/an entre 2001 et 2011 et plus 5,5% en 2012, soit une augmentation globale de plus de 50% en 12 ans, de 2000 à 2012) et le TGV (+3,8%/an de 2001 à 2011, mais stagnation en 2012).

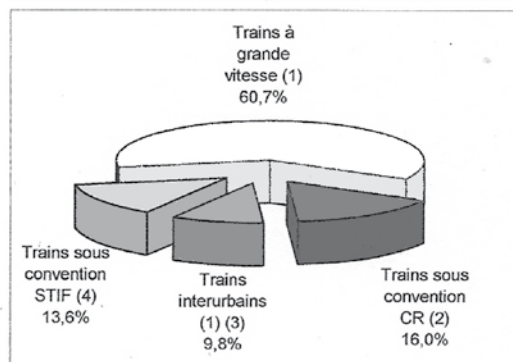
L'argument consistant à dire que les investissements en faveur des LGV a pénalisé le trafic de proximité est donc faux, le trafic des TER ayant augmenté plus vite que celui des TGV et celui du réseau transilien ayant crû plus vite que celui de l'ensemble du trafic (+2,5%/an contre +2,3%/an). Néanmoins, il est incontestable que les investissements sur le réseau classique ont été insuffisants depuis longtemps, qu'il y a eu trop de fermetures de lignes et trop peu de réouvertures (Cannes-Grasse étant l'un des trop rares exemples, Avignon-Carpentras devrait suivre prochainement). On ne peut donc que se réjouir de la relance des investissements sur le réseau classique depuis 3 ou

4 ans car, du fait du développement des transports de la vie quotidienne, ce réseau classique et ses gares sont saturés, en particulier dans les régions les plus urbanisées, notamment l'Ile-de-France et la région lyonnaise : à titre d'exemple, la gare de Lyon-Part Dieu, ouverte en 1983 était prévue pour accueillir 35 000 voyageurs/jour, elle en reçoit aujourd'hui plus de 100 000 et des investissements considérables devront être fait à court et moyen terme pour la désaturer.

La question des LGV fait dissensus au sein des Alternatifs : bon nombre de camarades sont opposés à toute construction de LGV, pour diverses raisons qu'ils ont par ailleurs exposés. Ce n'est pas mon cas : je pense qu'il faut étudier chaque proposition en fonction de ses avantages et de ses inconvénients et prendre la décision en conséquence. Le Rapport Duron a pratiqué de larges

coupes dans le projet sarkozien du SNIT (Schéma national des infrastructures de transport) largement sur-dimensionné et non financé : l'abandon des LGV Poitiers-Limoges, Normandie, Paris-Amiens-Calais est parfaitement justifié, le report au-delà de 2030 d'autres (doublement de Paris-Lyon...) semble judicieux et ne doit se faire qu'en fonction de la saturation des infrastructures actuelles. En revanche, le report en 2030, voire au-delà de la LGV Montpellier-Perpignan, alors que la ligne classique entre Montpellier et Narbonne est en voie de saturation et ne permet ni un développement optimal

Répartition du transport ferroviaire de voyageurs par type de réseau en % des voy-km, année 2012



Source : SOeS - ensemble des opérateurs ferroviaires

(1) Y compris trains internationaux

(2) Conseils régionaux (hors Ile-de-France)

(3) Sous convention Etat et non conventionnés, hors trains à grande vitesse

(4) Y compris le RER hors RATP

des TER, ni une augmentation significative du trafic fret au moment où le raccordement avec l'État espagnol est enfin fait me semble extrêmement discutable.

Je n'ai volontairement pris que quelques exemples particulièrement caractéristiques, la place et le temps me manquent pour évoquer les autres.

Il faut aussi réfléchir à la question du financement, des pistes existent, notamment dans les pays voisins (Suisse, Allemagne...). Plus que jamais, il nous faut aujourd'hui réfléchir à ces « grands projets », définitivement « inutiles » (autoroutes, aéroports), « utile » à moyen ou long terme, « utiles » à court terme et agir en conséquence : une victoire à Notre-Dame des Landes serait un signe fort qui permettrait de développer les luttes contre les autres « grands projets inutiles », notamment autoroutiers. ■

Jacques FONTAINE

7-02-2014

## Les prédateurs du béton



Les prédateurs du béton  
Enquête sur la multinationale Vinci  
Nicolas de la Casinière  
Editions Libertalia, 2013.

Vinci est ici, Vinci est partout. Impossible de rouler vers les vacances sans payer son écot : 4 363 km d'autoroutes. Un million quatre cent mille places de stationnement payant dans le monde, en France, à Prague, dans le Connecticut, à Berlin, à Madrid, ... Le groupe rassemble quelque 2 500 filiales (dont l'importante Véolia), dans les travaux publics, le béton des ponts et le sarcophage de Tchernobyl.

Dernière opération de rachat spectaculaire : les aéroports portugais, raflés en profitant de l'obligation faite au gouvernement de réduire sa dette. Cette prédation libéralement justifiée, n'exclut pas le mécénat de prestige : la rénovation de la galerie des Glaces à Versailles est à mettre au compte de l'investissement pour l'image de marque...

En janvier 2006, Antoine Zacharias (67 ans) désigne son successeur Xavier Huillard. A la fin de son règne Zacharias reçoit un « salaire » de 4,2 millions par an. Sans compter les « stocks options » de 173 millions. Retraite garantie : 2, 1 millions d'euros par an, agrémentée d'une prime de départ de 12, 8 millions. Je cite, ou paraphrase les 30 premières pages du livre de N. de la Casinière pour inciter au parcours en son entier. L'argumentaire est construit, la documentation crédible, référencée. Continuons cette rapide mise en appétit.

### LES PORTUGAIS À 610 EUROS MENSUELS

Pour 40 h par semaine, 610 euros mensuels, c'est la paie d'un ouvrier ferrailleur sur un chantier Vinci. Mais, décontracté, le nouveau Pdg, Xavier Huillard affirme et réfute : « Ce n'est pas le groupe lui-même, mais le fait d'une agence d'intérim portugaise... » Le ferrailleur portugais s'ajoutera-t-il au plombier polonais ? C'est la liberté du travail dans l'Europe libérale... Pourtant les rapports annuels de Vinci regorgent de grandes envolées sur la RSE, Responsabilité sociale de l'Entreprise.

Quand on a le béton et bitume comme premier métier, il est difficile de passer pour écolo. A Moscou, l'autoroute est en bonne voie malgré une opposition locale conséquente.

A Notre-Dame-des-Landes, Vinci arrose chercheurs et universitaires en finançant des études sur le bocage où est prévu l'aéroport. En janvier 2011, Vinci a versé 250 000 euros au budget de « la fondation des projets. » Une autre « recherche » sur le développement durable (?) : « ville et création durable » devra se contenter de 100 000 euros, sur 4 ans. Le bâtiment de l'aérogare à toit végétalisé est promis comme « Haute Qualité Environnementale » (HQE). Le bois est mis en avant pour le futur centre commercial. Les documents de concession de Vinci prévoient une « ferme de démonstration », à visiter rapidement entre deux avions, par la « jet set » ébahie... Les vrais agriculteurs remplacés par des figurants et comédiens. C'est Disneyland à Nantes ? Pour le projet d'aéroport à N-D-D Vinci a bénéficié d'un PPP (Partenariat Public Privé) hybride : la transnationale ne fournit pas la mise de fond, les collectivités, fait sans précédent, assument 42 % du coût officiel. En phase d'exploitation, les dividendes des actionnaires sont estimés à 11 millions d'euros.

Conclusion prévisible de l'auteur : « La participation active de Vinci à de grands projets inutiles [bien que très profitables], voire néfastes et destructeurs, en font comme un danger public. »

Alain VERONESE

## Succès des débats ardéchois sur l'autogestion ouvrière et la souveraineté alimentaire

En partenariat avec d'autres composantes syndicales et associatives, les Alternatifs-Ensemble ! Ardèche ont organisé deux conférences-débats les 27 et 29 janvier au Grand Café Français à Aubenas.

Lors de la première, co-organisée avec l'Association pour l'autogestion, SOLAL et l'Union syndicale Solidaires, et en présence d'une cinquantaine de personnes, notre invité argentin, Andrés Ruggeri, directeur du programme Faculté ouverte de l'université de Buenos Aires, a présenté le travail engagé depuis 2002 et dressé un panorama du processus de récupération d'entreprises par les travailleurs en Argentine amorcé avec la crise de 2001 à la cinquantaine de présent-e-s. Loin d'être un phénomène conjoncturel, le processus s'est poursuivi et a même retrouvé une croissance importante depuis trois ans. Ce sont aujourd'hui plus de 300 entreprises qui ont été récupérées en Argentine et celles-ci poursuivent leur activité en autogestion en innovant dans les formes d'organisation du travail et dans la production. Ce phénomène touche également d'autres pays de l'Amérique latine. Depuis 2007, des rencontres internationales « L'économie des travailleurs » se déroulent tous les deux ans dans le sous-continent, c'est l'occasion d'échanger entre universitaires, travailleur-se-s de ces entreprises et militant-e-s. C'est dans ce cadre que la première rencontre Europe-Méditerranée se tenait les 31 janvier et 1er février à Gémenos dans les locaux occupés de l'entreprise Fralib et qui a réuni des représentant-e-s de travailleurs de Grèce, d'Italie, de Serbie, de l'Etat espagnol et de France, ainsi que d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Mexique).

Dans sa présentation, Andrés Ruggeri a su faire partager l'ampleur du processus sans esquiver les difficultés et le débat avec la salle a été très riche.

Lors de la seconde, co-organisée avec la Confédération paysanne, en présence d'une soixantaine de participant-e-s, notre camarade Michel Buisson, auteur du livre « Conquérir la souveraineté alimentaire » a présenté les enjeux locaux et internationaux pour y parvenir. Pour lui, les deux niveaux sont indissociables, il est nécessaire de créer un rapport de forces au niveau mondial et sortir l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce, tout en faisant pression sur les gouvernements et en développant les alternatives locales. En effet, le droit du commerce international favorise les pays puissants et les multinationales au détriment de la paysannerie mondiale. Il convient donc d'élargir le mouvement social car les questions de l'agriculture et de l'alimentation concernent l'ensemble de la société.

Fanny Métrat, porte parole de la Confédération paysanne Ardèche, a évoqué, avec une grande verve, les luttes menées localement, nationalement (1 000 vaches, semences) et internationales avec la Via campesina pour modifier le rapport de forces. Elle a rappelé qu'en Ardèche, les alternatives concrètes existent depuis deux décennies et se développent, notamment au niveau des circuits de distribution.

Les deux interventions étaient complémentaires et traduisaient bien la synergie entre nos organisations respectives pour remettre en cause le système et combattre l'agrobusiness qui ne cesse de gagner du terrain.

Ces deux initiatives ont remporté un succès qualitatif et quantitatif indéniable et ont permis de mieux diffuser nos idées et de montrer notre implication et nos pratiques militantes sur les questions de l'autogestion et de la souveraineté alimentaire.

Gageons que le débat qu'Ensemble 07 organise le 10 février sur les alternatives à l'austérité pour le peuple grec en présence de Roxane Mitrallas aura le même succès.

Richard NEUVILLE

## Notre camarade et ami Jean Louis Le Bourhis nous a quittés

**J**eudi 6 Février à Nanterre dans les Hauts-de-Seine, département où Jean Louis habitait et militait depuis de nombreuses années, une bonne centaine de personnes se sont retrouvées à la réunion organisée par SUD-PTT et les Alternatifs, réunion émouvante en souvenir de Jean-Louis. Les nombreux témoignages de ses camarades tant du syndicat que de notre organisation mais aussi des « Motivé-e-s » de Colombes, d'AC ont mis en lumière les multiples facettes de son engagement. Tous et toutes ont insisté sur l'importance de son apport partout où il militait et que sa modestie ne mettait jamais en avant. Sa disparition soudaine va laisser un grand vide.

Jean Louis avait grandi dans une famille ouvrière en Touraine. Il avait fait des études d'espagnol et, après un essai, peu concluant pour lui, de maître auxiliaire, il était entré à La Poste. Guichetier dans le 92, militant syndical, il avait pu mesurer la dégradation des conditions de travail due au « management » de plus en plus calqué sur celui du secteur privé. Longtemps permanent départemental, il était devenu membre du secrétariat fédéral de SUD-PTT. Mais son engagement social ne s'arrêtait pas aux portes de La Poste. En militant en particulier à AC !, Jean Louis dans ses combats et dans ses réflexions insistait beaucoup sur la solidarité nécessaire et trop souvent négligée envers les chômeurs –euses et les précaires. Il militait pour une forte réduction du temps de travail et écrivait beaucoup sur ce sujet. Ci-dessous un de ses derniers écrits sur cette thématique. Militant autogestionnaire de longue date, il avait fait le chemin de beaucoup d'entre nous du PSU aux Alternatifs. Militant dans les Hauts de Seine, il participait régulièrement à nos travaux, discussions et apparitions publiques. Il avait été pendant quelques années membre de l'exécutif national. Sur Colombes où il habitait, il militait aussi dans un groupe local de type « Motivé-e-s ».

Grand lecteur, curieux de tout, il était de ces militants ouvriers pour qui l'alternative ne pouvait se limiter au social et conjugait dans son engagement le rouge et le vert. Etant d'un naturel solitaire, il avait aussi ses jardins secrets que certain-e-s d'entre nous connaissaient. Jean Louis était un guitariste chanteur et un fou de cinéma. Depuis des années il ne ratait aucun des Festivals de cinéma de La Rochelle.

Un cancer foudroyant l'a emporté à 52 ans. Quelle saloperie le « crabe » ! Ses camarades et amie-s garderont en mémoire son souvenir.■

En hommage, le dernier article de Jean-Louis

# LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL DOIT AUSSI GUERIR LE TRAVAIL

**D**ans un document dont j'ai tenu la plume, mais auquel avait participé quelques Alternatifs, nous avons dégagé les bases d'une Réduction du Temps de Travail sociale et écologiste. Je n'en renie rien mais je voudrais insister sur ce qui était en filigrane mais demande à être explicité : quel rapport au travail ? C'est là une condition si nous voulons que les potentialités autogestionnaires de la RTT se concrétisent.

Nous devons en premier lieu ne pas prendre ses souhaits pour une réalité. Le travail occupe encore un rôle central dans la manière dont les personnes se définissent et s'affirment. Nous verrons plus loin les vertus socialisantes du travail en soi, et cette affirmation est particulièrement forte en France.

Une enquête européenne de 1996 montrait que la France était le pays de toute l'Union Européenne qui y accordait le plus d'importance (environ 70%).

Mais dans une proportion similaire les Français considèrent que les choses n'allaient pas bien dans leur boulot. en 2011 (enquête Radio France) Cette importance du travail il nous faut cependant l'interroger. 2 exemples semblent attester de cette réalité.

Dans un faux paradoxe la période de chômage de masse que nous vivons ne diminue en rien l'attachement au travail bien au contraire. Le travail hante d'autant plus ceux qui n'en ont pas. Entre parenthèse un certain temps libre est contaminé par les logiques à l'oeuvre dans les entreprises : les jeux télévisés (Masterchef, le Maillon faible ...etc) répètent l'épreuve de l'évaluation que l'on vit dans l'entreprise.

Le mouvement féministe et ceux qui le soutiennent se sont battus pour le travail des femmes et contre leur retour au foyer. Au nom de la seule conquête de l'autonomie financière?

Je ne le crois pas. Il y aussi en jeu autre chose comme « créer des liens sociaux en dehors de la famille ».

J'isole là une partie de la définition donnée par Marie Jahoda dans *les Chômeurs de Marienthal*: « Il (le travail) impose une structure temporelle de la vie; il crée des contacts sociaux en dehors de la famille; il donne des buts dépassant les siens propres; il définit l'identité sociale et il force l'action », que je considère comme opérante et peu susceptible d'évolution. Le travail est un moyen d'affirmation de son moi irréductible aux identités héritées même si ce n'est pas le seul.

Avant que certains n'exploient ou fassent preuve d'un humour très noir : « le travail est tellement bon pour l'homme qu'il s'en suicide », soyons clairs.

OUI dans ce capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle, avec son mode managérial de fonctionnement, cette potentialité devient une exception. Danièle Linhart résume assez bien la transformation intervenue entre la fin des années 70 et maintenant : « le travail qui était une expérience socialisatrice et collective se transforme en épreuve solitaire » (Basta mag 31/08/2011) Mais est ce le salarié qui est malade ou le travail qu'il faut soigner?

A l'aune de la RTT on voit bien que celle ci est incapable de guérir le salarié malade: elle limitera le temps chronique de la souffrance mais ne guérira rien : la souffrance restera.

Dans notre document nous insistons sur une forte réduction du temps de travail pour obliger à repenser l'organisation du travail. Nous considérons cela comme primordial et pouvons dire comme Bruno Trentin, important dirigeant syndical italien dans les années 70: « Séparer la question de la durée de travail, des temps de travail et de vie hors du travail, des questions des contenus du travail lui même ... constitue, dans les conditions actuelles un travail de Sisyphe. »<sup>1</sup>

Si cela n'est pas théorique cela signifie que le lieu de travail ne peut être abandonné, reste un lieu essentiel pour la transformation sociale. Or les idéologues du travail comme les tenants du travail comme aliénation à fuir à tout prix ont abandonné le travail réel. A Gorz depuis les *Adieux du prolétariat* juge que le combat des travailleurs est vain, que la transformation viendra de l'extérieur : extension du temps libre et revenu.

C'est sans doute un peu caricatural mais beaucoup de ceux qui s'y réfèrent glorifient le temps libre à l'excès. D'abord parce qu'il y a une aliénation dans le temps libre comme dans le travail et que nous sommes très naïfs à voir le temps libéré comme du temps pour devenir citoyen ou se cultiver : les loisirs de masse veillent à éviter ces potentialités. Ensuite il pose comme postulat inconscient que si nous ne pouvons plus changer les choses de l'intérieur nous pourrions les changer de l'extérieur car comme si tout à coup nous serions libéré de l'aliénation du travail. Cette lecture du travail ne donne aucune solution à ceux qui sont encore dans la production.

A partir d'une vision totalement différente, voire opposée les tenants du marxisme (mais sans doute pas Marx) ont amputé le combat de la « classe ouvrière », se focalisant sur l'exploitation au détriment total de l'oppression: le rouage de la machine. A cet égard le livre de Bruno Trentin ( dont vous devriez bientôt avoir une note de lecture ) dresse un tableau accablant et hélas fort convaincant. Il montre combien les réflexions sur la classe ouvrière sont devenues une métaphysique sans rapport avec les luttes réelles, combien les organisations socialistes et syndicales sont incapables d'entrevoir une réponse à un taylorisme en crise tout simplement parce qu'elle continue à penser celui ci comme une donnée rationnelle donc intransformable ( cf l'analyse d'*Américanisme et Fordisme* de Gramsci ) .

#### **Pratiquement quelle réduction du temps de travail défendre?**

D'abord ne pas en proposer une vision hémiplogique: créer de l'emploi ou gagner du temps sur le travail. Il s'agit bien de se battre pour une mesure capable de dessiner une autre société, générant et

des emplois et une réduction de l'emprise du travail sur nos vies. Ensuite nous l'avons écrit mais il faut insister plus lourdement ici: la réduction du temps de travail doit être forte (à mon avis autour de 28 /30 heures maximum) et rompre avec l'idéologie de la productivité qui devra baisser.

Enfin si nous voulons que notre folie (car attendons nous d'être traités de doux illuminés par quasiment toute la gauche) puisse se réaliser il faut penser et agir sur le travail réel tel qu'il se pratique sur les lieux de production. C'est d'ailleurs une des conditions pour que les potentialités autogestionnaires de la réduction du temps de travail puissent éclore. Comme on disait dans les premiers temps des luttes ouvrières : l'émancipation du travail sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes. Pour conclure je voudrais couper court à toutes les caricatures en les assumant: oui je suis ouvriériste et oui je suis pour la paresse puisque en faveur d'un revenu (dont les modalités sont largement toujours à discuter). ■

**Jean-Louis LE BOURHIS**

**Jean-Louis Le Bourhis diffant un tract des Alternatifs durant la manifestation pour une «6ème république». Photo d'Alain Marcu**

